# courant alternatif

MENSUEL EDITE PAR L'Organisation Communiste Libertaire

N° 32 JANVIER 1984 10 Frs.

La Pays Basque

Occupants rénovateurs

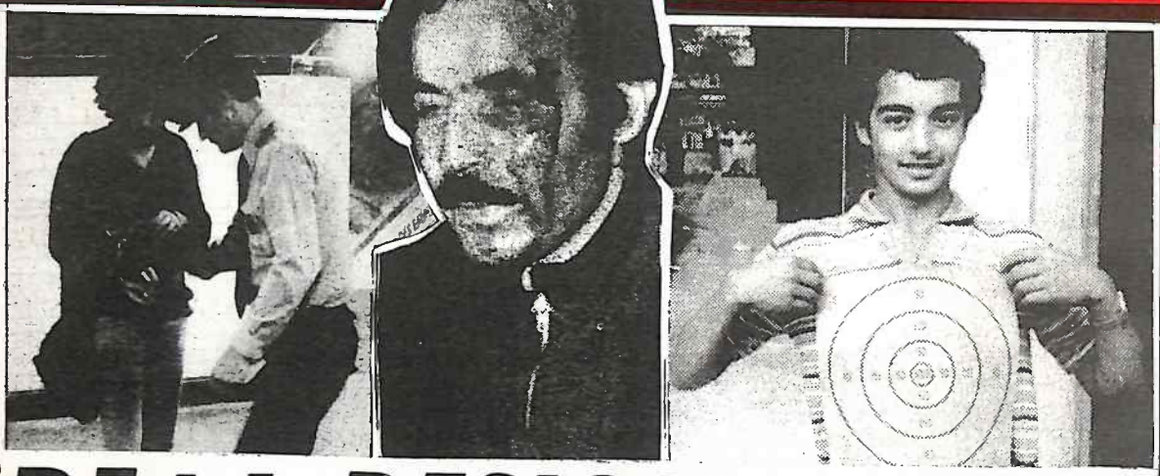
Situation dans les Ardennes

Laïc... le Hic

Histoires d'ouvriers : Longwy

Le CODENE

Luttes ouvrières : Carmaux, Bordeaux



# DE LA RESIGNATION...

# A L'OFFENSIVE!

## VOUS VOULEZ NOUS CONTACTER ?

**BANLIEUE EST - PARIS**

★ RUPTURES
B.P.1
94501 CHAMPIGNY/Marne cédex

**SUD-OUEST**

★ Acratie
B.P. 25
40300 PEYREHORADE

★ La Gasalhada *(OCL)*
B.P. 71
47400 TONNEINS

**CENTRE**

★ La Commune
B.P. 1228
45002 Orléans cédex

**BOURGOGNE**

★ OCL/Librairie Oblique
25 rue Joubert
89000 AUXERRE

**CHAMPAGNE/ARDENNES NORD/EST**

★ OCL/Egregore
B.P. 1213
REIMS cédex

**NORMANDIE**

★ Courant Alternatif
B.P. 543 B
76 370 Neuville les Dieppes

★ ASTEVMU
B.P. 170
CAEN cédex 14008

**PAYS DE LOIRE/BRETAGNE**

★ OCL/L'Encre y est
33 Place d'Alger
72000 LE MANS

**POITOU - CHARENTES**

★ CRIC
B.P. 227
86006 POITIERS cédex

**SUD - EST**

★ OCL c/o CNT
B.P. 160
13634 ARLES cédex

## SOMMAIRE


Situation au Pays Basque ____ p
Les occupants rénovateurs ____ p
Les parias de la santé luttent à Bordeaux ____ p
Mineurs de Carmaux ____ p
Situation sociale dans les Ardennes ____ p
La politique d'EDF ____ p
Autoréduire ses factures EDF ____ p
Insoumission ____ p
Le mouvement pacifiste et le CODENE ____ p
Dans le Poitou ____ p
Laïc... le Hic ! ____ p
Histoires d'ouvriers : Longwy ____ p


## COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF

**Au début de chaque mois une Commission Journal est organisée dans une ville différente pour chaque numéro. Peuvent y participer des sympathisants intéressés, au même titre que les militants OCL de la ville en question et les représentants d'autres régions.**

**Chaque CJ critique le numéro précédent, discute des articles proposés par des gens présents ou non, en suscite d'autres suivant les événements.**

**Le collectif local a ensuite la charge de collecter les articles, de réaliser la maquette, et d'écrire l'Edito en fonction de la discussion et des événements qui se produisent dans le mois.**

**Au cours de ces deux dernières années, des C.J. ont eu lieu dans les villes suivantes :** *Caen, Poitiers, Bordeaux, Peyrehorade, Aix/Provence, Forcalquier, Orléans, Etampes, Dijon, Auxerre, Reims, Boulogne/Mer, Paris.* **Cette année** *Angers, Toulouse, Dieppe,* **et peut-être d'autres s'ajouteront à la liste.**

**Ce numéro a été préparé à Angers. Le prochain le sera à Reims. Puis le 34 à Poitiers début février. N'hésitez pas à écrire si vous voulez y participer.**

**Ce qui devait arriver un jour, est finalement arrivé ! La photocomposition n'est à cette date pas arrivée au lieu de maquettage, à Angers, 10 jours après l'envoi. Certains textes, enregistrés, ont pu être ressortis in-extrémis, d'autres pas. Nous nous en excusons auprès de leurs auteurs !**

**La maquette a du être faite en vitesse, u peu de bric et de broc et certainement avec des fautes. Et en plus cela a entraîné un certain retard dans la parution.**

**Encores nos excuses... par ailleurs, camarades abonnés, si CA ne vous arrive pas régulièrement, signalez-le nous pour que nous puissions éclaircie ce mystère auprès des PTT.**

**Et puis, malgré tout, pensez à vous réabonner sitôt la petite lettre indiquant la fin de votre abonnement, reçue ! Merci.**


**COURANT ALTERNATIF**
**n] 32 — Janvier 1984**

*Mensuel Communiste Libertaire*
*Réalisé par l'OCL*
*Edité par l'association 1901 La Galère*

**Correspondance : OCL/Egrégore B.P. 1213 51058 Reims cédex**

Dir. Pub. C. Maynard
Imprimerie : Atelier graphique Reims
Photocompo : Hitzak. Ossas

Dépot légal : 47693
Com. Par. : 63627
ISSN : 0249-3195

# EDITO

Lorsqu'un Algérien est pris à partie par par trois jeunes dans un train, poignardé puis jeté sur le ballast dans l'indifférence, le *Figaro-Magazine* n'y verra que le « résultat du climat de violence et d'insécurité » et « un hasard malheureux qu'il ait été Nord-Africain ». Mais pour beaucoup d'entre nous, il ne s'agit pas d'un simple fait divers mais d'une confirmation supplémentaire d'une certaine montée du racisme. Ces meurtres existent depuis longtemps et n'ont jamais réellement cessé. Mais au moment où l'extrême droite réalise une percée dans bien des élections municipales sur un discours raciste primaire, cet assassinat prend une toute autre signification. Ajoutons à cela les très faibles ripostes des immigrés eux-mêmes ces derniers mois, et le tableau est complet... son titre : Le racisme a repris la rue.

Qu'est-ce qui a changé ces derniers mois et qui pourrait expliquer ce phénomène ? Ce qui est sûr, c'est que les éléments moteurs sont de droite et d'extrême droite. Dans leurs discours pour « une France aux Français », ils expliquent entre autre que les immigrés qui quitteraient le pays libèreraient des emplois. ce discours existe depuis longtemps. ce qui est nouveau c'est que la gauche se lance aussi sur ce thème mais de façon plus sournoise. Là on ne parle plus d'immigrés mais de clandestins ce qui permet d'organiser des opérations coups de poing anti-basanés comme dans la rue St Denis à Paris ou d'expulser à tour de bras. Le PCF dans sa campagne xénophobe (produire français) et au détours de certains coups d'éclats (Vitry) est le complice de ce retour au racisme. Ainsi toute réaction raciste latente en chaque individu se trouve cautionnéé, particulièrement chez ceux qui sont le plus durement touchés par la récession (enfin un bouc-émissaire plus palpable que l'inflation ou la dévaluation !).

Ainsi, dans la rue, au bistrot, à l'usine, les termes « bougnoules » et bien d'autres, un certain temps plus ou moins refoulés, reviennent dans la bouche aussi bien de sympathisants de l'extrême droite que de militants syndicaux.

Face à cela, tous ceux qui ont fait confiance au sacro-saint attachement aux libertés de la gauche, semblent complètement désemparés, qu'ils soient français ou immigrés. Ainsi ils sombrent dans la peur et la paranoïa. « La racisme monte et balaiera tout sur son passage » semblent nous dire tous ceux qui ont laissé Habib Grimzi se faire massacrer dans le train Bordeaux-Vintimille.

## AU-DELA DES MOTS LA RÉALITÉ PROFONDE

Discutez avec les ardents utilisateurs du vocabulaire raciste ; ceux qui vivent là où existe une réelle concentration d'immigrés, ceux qui travaillent avec eux quotidiennement vous avoueront tous qu'ils ont des copains de boulot, des voisins immigrés au sujet desquels il n'y a rien à dire car « c'est pas pareil ». Ceci n'est pas une hypothèse d'école mais le résultat logique d'une vie collective depuis des années. Souvenons-nous qu'à Renault-Flins, par exemple, les quelques ouvriers français étaient du côté des immigrés dans la lutte. Qui peut parler d'une boîte où les travailleurs français se seraient battus pour virer les immigrés et les remplacer par des français ? ce serait pourtant là, la réelle logique du racisme.

Mais lorsque ceux qui refusent le racisme s'organisent collectivement, cette logique est rompue. ces quelques marcheurs partis de Marseille dans l'indifférence ont vu au fur et à mesure qu'ils se rapprochaient de Paris, des manifestations de soutien de plus en plus fortes et des hommes politiques de tous bords se joindre à leur cause, le tout se terminant par cette manif de 70.000 personnes à Paris et la réception des marcheurs à l'Elysée. Remarquons que ce racisme que nous pensons si fort ne s'est pas manifesté à cette occasion ; pourtant le symbole était là ! ce que nous ont démontré ces jeunes, c'est qu'il suffisait que des jeunes maghrébins agissent avec ténacité pour qu'une première mobilisation, à laquelle personne ne croyait, ait effectivement lieu. ils ont réussi à rompre la peur et l'individualisme qui empêchent chacun de continuer à soutenir la liberté des immigrés quotidiennement, et à l'exiger pour eux-mêmes.

Alors nous tous qui nous sentons concernés par la lutte contre le racisme, n'attendons plus des lois du gouvernement de gôche ou d'autres mobilisations. Mais affirmons nous individuellement et collectivement face au spectre raciste.

Nous avons fièrement arboré des badges antinucléaires ou autres ; pourquoi pas des badges rappelant que la liberté existe aussi pour les immigrés et que celui qui le porte sera là pour l'imposer concrètement à tout moment !

Angers 15.12.83


ABONNEMENTS

1 an (10 numéros) ..... 100 francs

*Chèque à l'ordre de DENIS JEAN*

OCL / EGREGORE B.P. 1213. 51058 REIMS cédex

En nombre pour la diffusion :

*2 exemplaires* ..... *160 francs*
*3 exemplaires* ..... *225 francs*
*5 exemplaires* ..... *350 francs*

# Gonzales assassin...

# ... Mitterrand complice

*Les élections passées, le PSOE se disait " disposé à négocier au maximum pour arriver à un accord avec les abertzale afin de pacifier le Pays-Basque ".*

*Très vite, ces belles promesses se sont envolées. Le gouvernement espagnol, incapable de régler politiquement le problème basque, joue ta carte de la répression à outrance en Euskadi.*

*Par ailleurs, récriminations et pressions espagnoles se multiplient à l'encontre du gouvernement français afin qu'il livre ceux du Sud qui ont traversé la Bidassoa pour échapper à des lois qui les contraignent ou les pourchassent.*

*Le terrorisme de l'Etat espagnol reprend de plus belle en Euskadi nord contre les réfugiés basques : incursions policières, enlèvements. Les autorités françaises adoptent une attitude complice et se préparent, en silence, à modifier les conditions d'asile au Pays-Basque Nord. Mais il leur faudra compter avec la force politique que représentent la communauté des réfugiés et le mouvement abertzale.*

## De la loi anti-terroriste à la loi d'exception

En décembre 82, un attentat d'ETA perpétré contre l'armée sert de prétexte au gouvernement pour abandonner ses velléités de négociation avec les abertzale ; il aurait été d'ailleurs fort gêné de mettre ses promesses à exécution, l'armée et la droite voyant cela d'un très mauvais œil. De son coté, la coalition Herri Batasuna (1) avait déjà estimé le programme du nouveau gouvernement à sa juste valeur, « destiné à contenter les militaires, l'Eglise et les riches » ; d'autant que le nouveau pouvoir n'envisageait pas la possibilité d'abroger le loi anti-terroriste (2) que l'UCD (3) avait présentée sous le régime précédent et que le PSOE avait approuvée à l'époque.

José Barrionuevo, ministre de l'Intérieur, déclare ouvertement la guerre à « cette bande de terroristes de l'ETA ». Le PSOE se montre alors pire encore que la droite classique qui régnait avant ; elle, en effet, n'avait rien à prouver ; les socialistes, eux, ont peur de déplaire aux chefs de l'armée et à certains milieux de la droite dure, face auxquels ils ont conscience de jouer leur crédibilité. Le gouvernement opte alors pour la répression tous azimuts. On assiste à des appels à la collaboration avec les forces de police dans la lutte anti-ETA, à un renforcement des contrôles de police et des mesures de sécurité qui entourent les militaires ; un poste de délégué spécial de la police est crée au Pays Basque ; un cabinet est mis sur pied, qui sera adjoint à la Division générale de la Sécurité, comprenant trois départements : technique, juridique, informatique. La police est restructurée ; quatre départements au sein du Commissariat général d'informations (services de renseignements) sont instaurées : terrorisme, putchisme, information, coordination. La Garde civile conserve son statut militaire et il est prévu de déclarer le corps supérieur de la police (inspecteurs et commissaires) « institut civil armé », ce qui équivaut à le militariser. Déjà ce sont des officiers des forces armées qui y exercent des fonctions de direction.

La torture continue à se pratiquer dans les prisons et les commissariats, d'une façon extrêmement courante. Certes, pour la première fois, deux gardes civils ont été poursuivis et arrêtés sous l'accusation de sévices et de tortures ; mais après deux jours de détention, ils ont été remis en liberté. Quant au procès qui s'est ouvert fin novembre contre les bourreaux de Arregi, mort sous la torture à la prison de Carabanchel (début 82), le ministère public l'a clos en requiérant contre eux trois mois d'arrêts et 2 ans de suspension pour « mauvais traitements » !

Dès le début 83, s'amorce la création d'un nouveau plan de sécurité pour le Pays Basque, afin de rendre plus efficace la lutte contre le terrorisme.

C'est le 3 novembre dernier que le chef du gouvernement de Madrid présente aux Cortès un arsenal législatif « systématisant » les dispositions actuelles anti-terroristes.

En voici les grands axes :

- aggravation des peines pour « délits terroristes »
- aggravation des peines quand il s'agira « d'outrages à la nation », ses symboles et ses emblèmes (4) et que leurs auteurs auront des charges publiques.
- possibilité pour les juges de prolonger la prison provisoire jusqu'à 30 mois.
- modification de la loi sur les Associations pour rendre illégaux les partis et coalitions qui couvrent ou soutiennent les activités de bandes armées.
- modification de la Loi électorale pour empêcher que ces partis et coalitions puissent utiliser leurs droits électoraux.
- modification du Code pénal : augmentation des peines pour le délit d'apologie du terrorisme à travers les média.
- refus de négocier avec les terroristes.
- refus de négocier avec des groupes revendiquant l'indépendance de « zones du territoire national ».
- transfert des prisonniers d'ETA à la prison de hauté sécurité de Herrera de la Mancha.
- appui inconditionnel à la police dans la lutte anti-terroriste.
- exigence d'une aide plus importante de la France et demande de nouvelles extraditions.
- demande de nouvelles mesures contre les exilés en France.

Cette panoplie répressive n'a rien à envier aux gouvernements précédents et relève d'un véritable « état d'exception » qui mesure l'impuissance du gouvernement à résoudre politiquement le problème basque.

Dorénavant, le délit de collaboration sera traité de la même manière que les actes « terroristes ». La marge de manœuvre sera plus grande pour les flics et les juges ; violer les domiciles, intercepter la correspondance, placer des écoutes téléphoniques, saisir la presse, deviennent des actes légaux. Plus besoin de l'autorisation d'un juge. Un ordre du Ministère de l'Intérieur ou de la Sécurité générale de l'Etat suffit. L'intervention de l'autorité judiciaire n'est obligatoire qu'à posteriori. Et encore, les juges auront un large pouvoir discrétionnaire. Un simple communiqué d'ETA, le compte-rendu d'une manifestation où on crie « Vive ETA », les dénonciations des bavures de la police pourront être taxés d'« apologie du terrorisme », et justifier la fermeture d'un journal, la dissolution d'une association ou d'un parti politique.

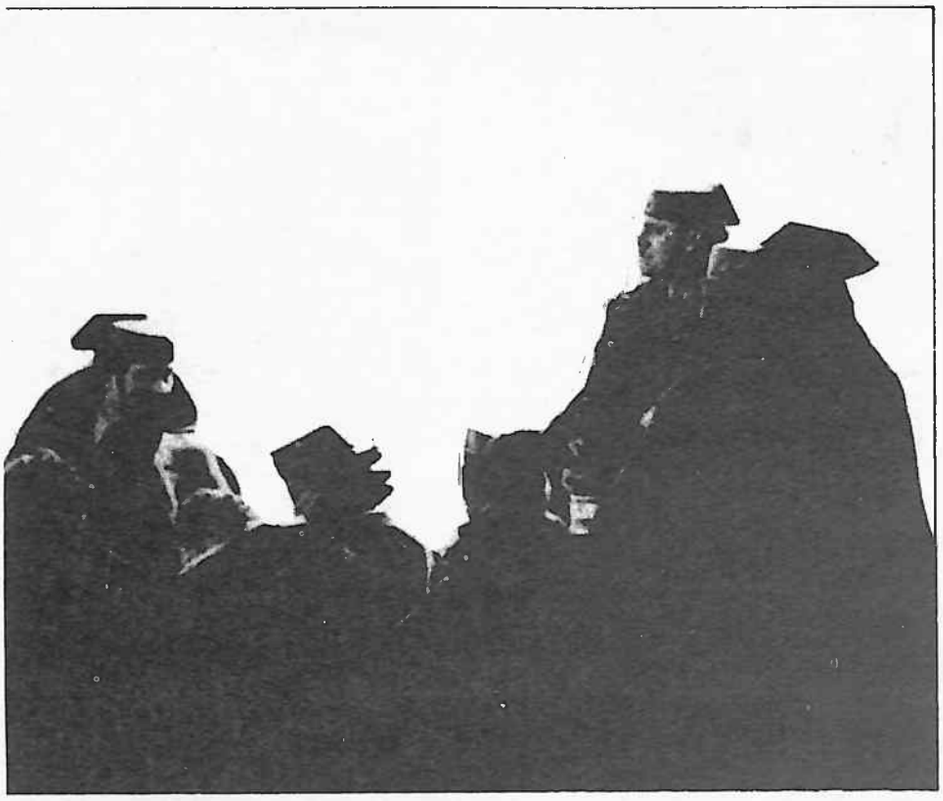
C'est la coalition Herri Batasuna qui est directement menacée par ces mesures, au travers de ses parlementaires et de ses organes de presse. Les poursuites pour délit d'opinion se multiplient à leur encontre (5).

Contre les 17 dirigeants d'Herri Batasuna, parlementaires ou membres du Conseil provincial de Vizcaye, inculpés « d'insultes au chef de l'Etat » pour avoir chanté l'hymne aux guerriers basques en présence du Roi, lors de sa venue à Guernica en février 81, avait été requise une peine de 8 ans de prison, et de 11 ans pour l'un d'eux. De telles condamnations auraient suscité des réactions extrêmement massives et violentes au Pays Basque. Aussi, le Tribunal suprême a-t-il conclu, le 1er décembre 83, au délit de « trouble de l'ordre public » et à une condamnation à 3 mois de prison avec sursis et 20 000 pesetas d'amende pour seize des inculpés et à 5 mois fermes et 50 000 pesetas d'amende pour le 17ème, un récidiviste. Les accusés font appel.

Miguel Castells (ex-sénateur d'Herri Batasuna) a été condamné récemment à un an de prison conditionnelle pour injures au gouvernement, contenues dans un article de Punto y Hora (6) de 79 ; il y dénonçait les nombreux attentats, tous impunis, commis contre des militants et sympathisants abertzale et déclarait : « Derrière ces actions, seuls ont pu se trouver le gouvernement, le parti du gouvernement et ses membres. »

Le 5 décembre 83, le directeur d'Egin (7) présente un recours devant le Tribunal constitutionnel pour une condamnation à 2 ans de prison pour « apologie du terrorisme ».

Toutes ces mesures, fruits de la peur et signes de la défaite politique et morale du gouvernement socialiste, n'empêchent pas expression, rassemblements, mobilisations, manifestations massives au Pays Basque. Pourtant, là aussi, les autorités sont décidées à agir de manière plus répressive à leur encontre. Le moindre cri pro-ETA entraîne désormais le déchaînement de la police : c'est ainsi qu'a été violemment dispersée, le 20 novembre à Bilbao, une manifestation contre l'OTAN, appelée par une dizaine d'organisations.



## Les « réfugiés basques » : Des hors-statuts

L'incapacité du gouvernement espagnol à se rendre maître de la situation au Pays Basque le fait aussi se retourner contre la France qu'il rend responsable de tous les maux. Il accuse le gouvernement français d'accueillir des terroristes sur son territoire, véritable « sanctuaire » où s'élaborent les mauvais coups perpétrés ensuite au sud de la frontière. Il veut croire qu'il suffirait d'un petit coup de pouce de la part de la France pour que disparaisse, comme par enchantement, la lutte armée au Pays Basque. Aussi, l'Espagne reproche-t-elle à Paris de ne pas lui livrer des présumés terroristes réfugiés dans le Sud-Ouest.

Il n'est pas nouveau que la France serve de bouc émissaire à l'Espagne. C'est ainsi chaque fois que ETA a apporté un démenti au bel optimisme des dirigeants espagnols qui croyaient trop vite à l'affaiblissement d'une organisation qu'ils rêvaient aux abois et à bout de souffle.

Pourtant, la surveillance des frontières et la communication d'informations entre les polices des deux pays n'a jamais été aussi intense depuis que Mitterrand est au pouvoir (8). Defferre rend visite à son homologue espagnol et entretient avec lui des contacts réguliers pour amplifier cette coopération des polices et des justices. Démocratie et socialisme obligent !

Sous Giscard déjà, la France s'appuyait sur le caractère politique des délits commis par les séparatistes pour refuser de les livrer à l'Espagne. Mais, dans le même temps, elle se refusait à leur offrir l'asile politique, et même à enregistrer leur demande. C'est sous les pressions de l'Espagne que la politique à l'égard des réfugiés s'était durcie : on éloignait ceux qui étaient considérés comme les plus dangereux (Yeu, Valensole) ; on assignait certains d'entre eux à résidence.

Sous Mitterrand, peu de changements. La police continue à mener la vie dure aux plus actifs ; là aussi, pour certains, des assignations à résidence (Angoulême, Périgueux...), des interdictions de séjour dans les départements du Sud-Ouest, parfois sans aucune justification. Les autres ont été invités à régulariser leur situation. Ils sont près de 300 à avoir demandé asile. Seuls huit ont obtenu satisfaction. Ils bénéficient de titres de séjour provisoires, renouvelables tous les mois ou les trimestres, qui leur permettent d'aller et venir librement, mais qui facilitent aussi leur fichage et leur surveillance par la police.

Entre les autorités françaises et les « réfugiés », il existe une sorte de code tacite afin de sauvegarder une relative paix au nord : les réfugiés sont assurés d'une certaine tranquillité à partir du moment où ils n'ont pas d'activité politique, où ils se déplacent sans faux papiers et sans armes. Sinon, ils sont arrêtés et emprisonnés. Ces mesures sont d'ailleurs parfaitement hypocrites quand on sait les menaces quotidiennes qui pèsent sur eux. Les actions policières et para-policières contre les réfugiés sont courantes et des commandos sèment de temps en temps la mort violente.

En effet, innombrables sont les attaques, attentats, enlèvements restés impunis dont a été victime la communauté des réfugiés dès 1975 (61 ont été recensés).

Le Bataillon Basque Espagnol, organisation néo-nazie, a revendiqué à lui seul vingt attentats depuis octobre 75. Mais des policiers, des malfrats du milieu, des organisations d'extrême-droite espagnoles et françaises ont été aussi commandités pour ces besognes

## La chasse à l'homme est réouverte

Et depuis octobre 83, après une accalmie d'un an et demi, la chasse aux réfugiés a repris de plus belle. Le 15 octobre, disparaissent deux réfugiés enlevés à Bayonne. Depuis, il y n'y a aucune nouvelle d'eux. De même que se sont intensifiées les interventions des policiers et gardes civils espagnols, qui patrouillent, en civil, sans gêne dans les villes de la côte, exerçant un droit de poursuite totalement illégal à l'encontre des réfugiés. Certains ont été poliment reconduits à la frontière par les policiers français, sans autre forme de procès.

Le 7 novembre, un responsable socialiste, Benegas, avait déclaré : « Les Français doivent abandonner leur position manquant de solidarité, sinon les services d'information espagnols devront agir en France et on verra alors ce qui se passera. »

En effet... et le scandale éclate au grand jour quand, le 18 octobre 83, quatre policiers espagnols, en flagrant délit de tentative d'enlèvement d'un réfugié basque, sont arrêtés par deux policiers français. Trois d'entre eux font partie d'un « groupe d'intervention spéciale » (GEOS) de la police nationale; l'autre est inspecteur du Corps Supérieur de la Police.

Le ministre de l'intérieur espagnol avoue immédiatement que ces quatre hommes étaient « en mission d'information », et que ce n'était pas la première de ce genre. Il déclare: « ils ont agi de bonne foi; je les assure de mon soutien et de ma solidarité jusqu'au bout ». Aveu de taille; c'est la première fois qu'un haut responsable avalise ouvertement ce genre de raids spéciaux en France et reconnaît qu'il a été décidé au plus haut niveau.

Le gouvernement français ne peut alors qu'être dans la confidence, et les deux policiers qui ont arrêté leurs collègues d'outre Bidassoa ont fait preuve d'un zèle gênant pour les autorités. Mais les faits flagrants et l'intervention fortuite des deux policiers de base font que l'affaire devient de notoriété publique et peut être difficilement enterrée cette fois-ci.

Les policiers espagnols sont donc arrêtés, incarcérés mais inculpés seulement de « coups et blessures volontaires avec préméditation ». Ils nient toute tentative d'enlèvement, et on les croit. Si l'incapacité de travail du réfugié agressé s'avère réduite lors de la contre-expertise, les quatre flics ne risqueront qu'une simple contravention.

Les appels du ministre de l'intérieur espagnol réclamant leur mise en liberté, moyennant une caution, les deux demandes successives de leur avocat pour qu'ils soient relâchés resteront sans effet pendant sept semaines.

La presse madrilène, scandalisée, se déchaîne et pousse le « gouvernement espagnol à agir une fois pour toutes contre la permanente agression des mauvais voisins du Nord ». Le quotidien centriste Diario 16 titre : « Les GEOS, victimes de la France »; « il est clair qu'entre l'ETA et l'Espagne, la justice française fait davantage confiance à l'ETA ». Le journal conservateur A.B.C. parle de « gifle française » et appelle l'Etat français à faire preuve de « justice et de décence ». Les

*Manifestation à Bayonne après l'enlèvement, le 15 octobre de Joxi et Joxean, qui n'ont jamais été retrouvé.*

hebdomadaires publient semaine après semaine des listes de noms d'Etarras réfugiés en France, des photos de bars réputés accueillir des nationalistes basques à Hendaye et à St Jean de Luz, incitant ainsi ouvertement à la chasse à l'homme. Des lettres, émanant surtout de policiers, affluent à l'ambassade de France à Madrid pour demander la libération des quatre emprisonnés, et 350 télégrammes sont envoyés dans le même but au parquet de Bayonne.

Le gouvernement espagnol s'indigne tout autant. Gonzalès rappelle devant le Parlement qu'il n'est pas content du tout de l'attitude de la France dans la lutte anti-ETA : « Si la France continue à considérer tous les Etarras comme des réfugiés politiques, l'Espagne pourrait accueillir des indépendantistes corses ». Il lance l'idée d'une conférence internationale anti-terroriste. De plus, le gouvernement espagnol demande à Interpol de rechercher activement grâce aux dossiers qu'il fournit plus de 400 militants présumés appartenir aux deux ETA et aux Commandos autonomes anticapitalistes.

Les dirigeants du PSOE basque ne sont pas en reste. Damborenea demande au gouvernement français « d'expulser les terroristes de France et d'autoriser la police espagnole à agir sur le sol français », en uniforme et en armes « contre les militants indépendantistes basques réfugiés dans le Sud-Ouest ». Il s'en prend à la population française dans son ensemble, l'accusant de « soutenir, accueillir, en son sein, nourrir et protéger les assassins ». Il somme les Français de choisir « s'ils sont avec les Espagnols ou avec les terroristes » afin que l'Espagne sache si elle doit « lutter contre l'ETA avec la France, ou contre la France.

Le gouvernement français dans cette affaire se montre très discret. Le 10 novembre, des discussions « privées » et de « courtoisie », dont rien ne filtre, ont lieu entre Pierre Verbrugghe, directeur de la police française et ses homologues espagnols. Il ne fait pas de doute que le sort des quatre flics arrêtés pourrait bien être réglé par des voies diplomatiques secrètes.

En effet, le 8 décembre, les quatre policiers sont libérés sans aucune condition et remis au consul général d'Espagne à Pau, chargé de les convoyer jusqu'en Espagne. Ils sont accueillis chaleureusement à Saragosse par les autorités et la presse. Leurs supérieurs hiérarchiques les félicitent et leur promettent des promotions. Capitulation et complicité du gouvernement français.

Entre temps, le 4 décembre un autre enlèvement bouleverse le Pays Basque. Il s'agit de Segundo Marey, qui n'est ni réfugié ni militant basque et qui a des relations avec des réfugiés sur son lieu de travail, à Hendaye.

Un responsable de l'enlèvement, Sanchez, est intercepté au poste frontière et arrêté. D'origine espagnole, il est naturalisé français après quinze ans passés dans la Légion étrangère. Il est connu comme militant d'extrême-droite (ex-OAS) et faisant partie du SAC. Outre une matraque et diverses armes, on retrouve dans sa voiture une photo d'un jeune basque dont le nom figure parmi les listes de militants recherchés, adressées par le gouvernement espagnol à Interpol. Sanchez est inculpé de « complicité d'arrestation illégale et de séquestration » et écroué. Il nie tout et justifie les armes par les opérations de renseignements qu'il effectuait pour son propre compte.

Cet enlèvement suscite bien des questions. Segundo a-t-il été visé par erreur ? S'agit-il d'une manœuvre d'avertissement cherchant à isoler les réfugiés, à destabiliser l'opinion ? ou de pression pour obliger le gouvernement à livrer des réfugiés ?

Dans ce cas aussi, le gouvernement français se montre discret. Les socialistes du Pays Basque Nord avancent l'argument fantaisiste selon lequel le gouvernement espagnol ne maîtriserait peut-être plus tout à fait sa police, alors même que Gonzalès vient de déclarer à la France « la tolérance ne favorise personne » et « si par hypothèse les terroristes obtenaient des résultats en Euskadi Sud, ils se retourneraient aussitôt vers Euskadi Nord ».

Le 14 décembre, Segundo est libéré ; le groupe revendiquant son enlèvement et sa séquestration, groupe antiterroriste de libération (GAL), dit vouloir s'en prendre aux intérêts français.

## Assassinat de Kattu : durcissement de la lutte

le 19 décembre, la tension s'acroît encore suite à l'assassinat d'un jeune militant du sud, dans un bar à Bayonne où il travaillait comme serveur. C'est encore le G.A.L. qui revendique ce crime, menaçant de réitérer des « exécutions » de ce genre et d'attaquer tous ceux qui « cachent, collaborent, ou bien donnent du travail aux terroristes ».

Le soir même a lieu un rassemblement spontané à Bayonne. Le lendemain, 20 décembre, des entreprises et coopératives où travaillent des réfugiés se mettent en grève. Un rassemblement est organisé devant le consulat d'Espagne. Une opération ville-morte a lieu à Hendaye, en soutien à la délégation du maire et des représentants des partis et syndicats reçue par Defferre à Paris. Le même jour, Gonzalès rencontre Mitterrand pour tenter de résoudre le contentieux franco-espagnol concernant le marché commun et

la lutte contre le « terrorisme basque ». Dans la soirée, plus de 2500 personnes manifestent à Bayonne. Le cortège ne s'arrête pas cette fois-ci, comme lors des précédentes manifestations, devant le premier cordon de CRS rencontré ; ce sont tous les manifestants qui marchent sur lui et l'enfoncent. Militants du nord et du sud, au coude à coude, entretiennent toute la nuit une riposte massive face aux CRS et aux gardes mobiles. les médias sortent alors de leur silence et se plaisent à insister sur la violence de cette nuit « d'émeute » ; il est vrai que le climat général d'apathie sociale n'avait pas été troublé depuis longtemps dans l'hexagone par des actes populaires d'une telle détermination.

Dans la nuit, le train rapide Paris-Madrid sera bombé de slogans, à Bayonne, et retardé à Hendaye pour nettoyage en règle avant le franchissement de la frontière.

Au moment où l'Etat espagnol met en place en Euskadi-Sud tout un arsenal de mesures d'exception pour tenter d'intimider, de baillonner, de criminaliser un mouvement social qu'il ne peut contenir ni absorber politiquement, il est à craindre que l'Etat français n'opère un tournant dans sa politique basque ; qu'il ne renforce un potentiel policier, déjà énorme, au Pays-Basque Nord ; qu'il ne s'acharne à son tour, par un carcan toujours plus systématique de mesures administratives répressives, contre les présumés activistes que lui désigne l'Espagne. Defferre vient de faire des déclarations dans ce sens.

Il est sûr que les intérêts économiques et commerciaux des deux Etats pèseront aussi sur les mesures adoptées à l'encontre des réfugiés. Gonzalès mène une sorte de chantage commercial et met par avance dans la balance des promesses juteuses d'importations de produits français. Déjà preuve est faite que la collaboration policière et judiciaire franco-espagnole se développe sans la moindre gêne, au nom de la solidarité «socialiste et démocratique»de part et d'autre de la frontière. Pour une majorité d'habitants d'Euskadi, cette frontière est absurde, illogique, et sépare un peuple en deux. Pour les Etats, elle sert leurs intérêts contre ceux d'une communauté ; cette frontière qui empêche les Basques de circuler librement n'existe plus dès lors qu'il s'agit de policiers ou de barbouzes à la solde de l'Etat.

Preuve est faite aussi que le gouvernement français est prêt à céder aux pressions espagnoles ; la libération rapide des quatres policiers, alors que deux enlèvements s'étaient produits peu de temps avant, est une capitulation qui légitime officiellement et cautionne de façon complice les incursions criminelles de la police espagnole au Pays basque Nord.

Les Etats « socialistes » espagnol et français, en laissant non seulement les coudées franches à l'extrême droite (qu'elle soit dans la police, dans l'armée ou du « milieu ») mais aussi en lui permettant de s'adapter stratégiquement, de se renforcer de la déliquescence de la gauche, créent une situation favorable à la renaissance d'une stratégie de la tension, au Pays-Basque, mais aussi de façon plus générale.

Ceci avec la complicité de tout le beau monde démocratico-libéral des sphères politiques de tous bords et des médias qui ont affiché un silence d'une profondeur éloquente, alors que les barbouzes frappaient. Il est significatif que la manifestation du 20 octobre à bayonne ait arraché aux élus, toutes tendances confondues, des jérémiades contre les violences de rue, et qu'il ait fallu que kattu tombe pour que les mêmes appellent à un règlement politique par l'Etat des conditions faites aux réfugiés.

La tactique de certains militants du Sud, essentiellement des dirigeants, qui consistait depuis mai 81 à ne pas prendre en compte certains aspects de la lutte au nord (9) et à privilégier les contrats menés au sud, ne pourra vraisemblablement pas être poursuivie.

— Puisque le mouvement abertzale socialiste dans son ensemble se réclame de la libération nationale et sociale, il convient que la lutte se développe au nord, y compris la lutte de classe, sous peine qu'un jour l'unification se réalise contre ou en dehors de la population, ou que les trois provinces du nord en soient exclus.

— Le contexte international a changé ; les socialistes seront amenés à être de moins en moins portés aux négociations avec les militants abertzale et à durcir la répression. Les militants menacés par les mesures d'exception au Sud auront davantage à compter sur un mouvement fort au Nord que sur des contradictions étatiques.

21 / 12 / 83.

## ENCORE UN REFUGIÉ ABATTU !

Depuis que cet article a été rédigé, un autre réfugié, Txapela, a été abattu devant son domicile à St Jean de Luz. Il est mort quelques jours après. Toujours la signature du GAL, qui par ailleurs menace maintenant non seulement de poursuivre ses assassinats de réfugiés, mais de s'en prendre à tous ceux qui les aident ou sont sympathisants. En réponse, une manifestation de 2500 personnes à St Jean de Luz et de nouveaux affrontements. Puis le mardi 3 janvier IK mitraille une porte du cantonnement de CRS à Anglet. Mais il faut bien reconnaître que si la mobilisation et la volonté de riposte est grande, les moyens ne sont pas évidents contre ces tueurs. D'abord bien sûr maintenir l'agitation de riposte et ne pas céder à la peur que ces terroristes veulent installer. Ensuite, dénoncer ceux qui dirigent ces actions (Herri Batasuna les désigne : l'attaché d'ambassade espagnole à Paris, le chef de la Garde civile Aramburu Topete et son prédécesseur José Saenz, le chef de la police de Bilbao Francisco Alvarez) ; mais aussi ceux qui les cautionnent politiquement : le gouvernement socialiste espagnol qui, lorsqu'un réfugié est abattu, ne trouve rien d'autre à dire que de déclarer que c'est un « assassin de moins » ! Heureux gouvernement espagnol qui occupe ainsi ses opposants d'extrême droite à des tâches qui lui sont chères! Et puis, le gouvernement français qui utilise davantage sa police contre les clandestins du Nord que contre les fascistes et qui ne cesse de proclamer que l'Espagne est une démocratie, alors que pour le Pays Basque, en tout cas, la situation n'est pas meilleure que sous Franco.

Il est clair maintenant que comme aux plus belles heures du franquisme l'Etat espagnol doit être attaqué partout, sous tous ces aspects, économiques, militaires, politiques. OK ?

Le 5 / 1 / 84

NOTES

(1) Herri Batasuna : coalition indépendantiste
(2) Loi anti-terroriste : elle autorise les autorités à retenir des suspects au secret pendant 10 jours maximum, sans qu'ils aient la possibilité de communique avec leur famille ni avec un avocat. Une telle législation favorise les mauvais traitements et les tortures. Pour l'année 82, Amnesty International a recensé dans son rapport 43 morts violentes et 572 arrestations, pour la plupart concernant les Basques. La grande majorité de ces arrestations se font sur simples présomptions et se terminent sans inculpation. Les détenus sont systématiquement maltraités, et très souvent torturés.
(3) UCD : parti centriste auquel appartient l'ancien 1er ministre Suarez.
(4) Cette mesure vise à empêcher le renouvellement de manifestations contre la présence du drapeau espagnol dans les communes basques. L'armée s'était sentie profondément bafouée dans son honneur par cette «guerre des drapeaux» et la répression avait été féroce.
(5) Cinq conseillers municipaux, inculpés d'insulte au chef de l'Etat pour avoir voté une résolution s'opposant à une visite du roi ont été condamnés, en avril 82, à un an de prison avec sursis.
(6) Punto y hora: hebdomadaire abertzale, proche de Herri Batasuna.
(7) Egin: quotidien abertzale, proche de H.B.
(8) «Il y a collaboration, localement et nationalement. Nous coopérons pour combattre le terrorisme. Nous échangeons des informations et nous avons renforcé notre dispositif le long des frontières».
déclaration du député socialiste de la Côte basque, Destrade.
(9)
Les cas de répression que vivent les militants du Nord n'ont pu être exprimés dans les manifestations que lorsque les réfugiés n'appelaient pas.

Jean-Paul Hiribarren, arrêté le 5 août 83 et inculpé d'incendie volontaire de la villa d'Ascain, sur des accusations présumées, voit, au bout de 4 mois de préventive, sa détention prolongée ;
Xabier Manterola, condamné le 14 juin 83 à 5 ans de prison dont 2 avec sursis pour un hold-up politique commis le 6 novembre 81 dans les Landes, est transféré sans cesse d'une prison à l'autre. La commission d'application des peines de Bordeaux lui a refusé la liberté conditionnelle.

# SQUATTS ASSOCIATIFS : UNE QUESTION DE VIE OU DE MORT

*Le 25 novembre, l'ensemble des squatts associatifs de Paris étaient expulsés. Cette mise à mort de deux années de pratique au quotidien, témoigne, s'il en est besoin, d'un durcissement du pouvoir à l'égard de pratiques sociales, qui, par bien des aspects, sont des ruptures en actes avec les conceptions traditionnelles de l'innovation sociale, c'est-à-dire qui se situent à l'intérieur de ce qu'un pouvoir peut intégrer, digérer, et revendiquer. Le texte qui suit est un résumé, à chaud, de la situation des expulsés, quatre semaines après le blitz anti-squatts le plus important politiquement de ces dernières années.*

Les squatts associatifs des 19e et 20e arrondissement, représentaient les derniers lieux de vie, d'animation non institutionnelle, de contestation et d'initiative politique et culturelle, dans cette ville de plus de 2 millions d'habitants, largement dominée par la droite.

Nés dans la foulée du 10 mai 81, ils ont cherché à utiliser tout ce que pouvait offrir la nouvelle situation. Des déclarations officielles et rapports ministériels sur l'innovation sociale et l'insertion des jeunes, aux subventions gouvernementales aux associations, en passant par toutes les possibilités de dialogue que vantait le nouveau pouvoir, ainsi qu'une utilisation maximum du Droit français, pratiquement tout ce qui étai possible fut mis dans la balance du rapport de force. En aucun cas, il n'y eu « d'illusions » sur la gauche au pouvoir, mais l'adaptation d'une pratique politique au quotidien dans une société désormais dominée par la social-démocratie, aux valeurs — en principe — différentes de la droite.

Le 25 novembre, c'est 2 années de pratique, sur le terrain, qui ont été piétinées, saccagées.

Le premier sentiment qui s'est emparé des expulsés, fut un mélange de fureur et d'écœurement. Les ripostes qui suivirent furent nettement en retrait par rapport à celles du mois d'août. Impression d'impuissance devant les forces mises en œuvre pour nous éliminer de la scène parisienne et véritable rage anti-PS devant la violence, tant physique que symbolique, de ces expulsions ; dégâts considérables : destruction ou séquestre des affaires personnelles. S'ajoutant au manque de logement, un certain nombre de personnes ne possèdent plus... que les vêtements qu'ils portaient au moment de l'expulsion.

C'est dans une situation d'une extrême précarité que s'est organisée la riposte, avec pour objectif, **l'occupation d'un nouveau lieu dans Paris**, par l'ensemble des expulsés.

Ce qui a été fait depuis le 25 novembre, vise à susciter un courant d'opinion autour des squatts associatifs, en jouant plus que jamais sur les incohérences du pouvoir, qui, d'un côté, donne du fric aux associations et, de l'autre, les expulse dans la violence, sans se préoccuper de leurs moyens de poursuivre leurs activités.

Elargir le soutien aux squatts, dans une ville où toute trace de contestation semble avoir disparu, n'est déjà pas une mince affaire. Maintenir une perssion sur les médias, mettre le PS dans ses contradictions [1], faire payer le plus cher possible au pouvoir le prix de expulsions, poser à travers l'occupation d'un nouveau lieu, au grand jour, un problème de société, voilà en résumé les grandes lignes stratégiques qui se sont dégagées.

### *Actions spectaculaires...*

Le soir même des expulsions, des interventions ponctuelles ont été entreprises : occupation de l'église Saint-Germain-des-Prés suivie d'une manif spontanée au Quartier Latin, puis lâché de tracts au Conseil de Paris, manif-performance à 7-8 heures du matin, en plein 20e avec Urban-Sax [2] suivie de l'incendie d'un mur de cartons de 6 mètres de haut devant la mairie de l'arrondissement du plus bel effet, maintien de deux « fêtes » symboliques devant deux maisons expulsées [3], happening déshabillé devant la Joconde, au Louvre, descente en varap de l'Arc de Triomphe de 2 copains et déploiement d'une immense banderole accompagnés de pétards et fumigènes multicolores sur toute la place de l'Etoile, mais aussi intervention « musclée » au Conseil d'arrondissement du 19e.

### *... travail de fond et soutien démocratique*

En parallèle, tout un travail de contre-information et de sensibilisation a été effectué. Objectif : tenter de créer un effet-boomerang aux expulsions, c'est-à-dire mouiller le maximum de monde dans la riposte et le soutien aux initiatives, y compris la réoccupation.

Le premier soutien, et de taille, est venu de la CGL (Confédération Générale du Logement), deuxième syndicat de locataire en France. Lors de son dernier congrès, le 11 novembre dernier, cette organisation, rédactrice de la loi Quillot et très présente au ministère du Logement, a adopté dans ses résolutions, deux points qui sont en rupture avec le train-train habituel des associations de locataires : le soutien aux squatts et l'application de la réglementation sur la réquisition. C'est en quelque sorte un retour aux sources puisque la CGL est issue du mouvement de l'abbé Pierre des années 47-51 qui pratiqua des réquisitions de fait et gagna la loi sur la trêve d'hiver pour les expulsions.

D'autres soutiens se sont fait entendre, telle l'UFC-Que Choisir ? qui sur Paris est très claire sur la question du logement... Enfin le PSU Paris, puis national prend position. Pour couronner le tout, un « Appel des sans-logis » est lancé et signé par des personnalités, manière classique d'élargir un problème et de le poser publiquement, à l'opinion, et surtout au pouvoir.

### *La dernière bataille ?*

Car l'objectif qui nous motive et nous mobilise est la réoccupation, au grand jour, et forts de ces soutiens, d'un nouveau squatt, plus grand que les précédents.

En deux mots, c'est entamer l'épreuve de force avec les tenants du maintien de l'ordre et de la régression sociale (Préfecture de police, secrétariat à la Sécurité Publique...).

A quelques jours de la réouverture, la partie est loin d'être gagnée, trop de gens au pouvoir ne supportant pas l'idée même qu'il puisse y avoir des squatts ouverts au cœur de la capitale.

Face à un pouvoir qui se crispe toujours plus et qui ne trouve plus de légitimité ailleurs que dans l'exercice du monopole de la force, il n'est pas certain que la détermination des squatters et leurs soutiens institutionnels suffiront à remporter la bataille.

Mais si nous perdons, gageons que d'autres, dans la sphère de l'Etat, y perdent aussi. Car nous n'aurons plus aucune raison de faire des cadeaux à ceux qui nous auront piétiné.

Pour la suite des événements, lire la presse... avant le prochain CA.

*Paris, le 21.12.83*

**NOTES**

[1] Ainsi, nous sommes entendus par certains ministères, un député PS (J.P. Michel) de Haute-Saône a accepté de poser une question orale au gouvernement, à l'Assemblée et appuie nos demandes d'entretiens quand ça coince, alors que dans le 19e et le 20e, c'est-à-dire sur le terrain, la gauche institutionnelle est disqualifiée.

[2] Groupe d'une soixantaine de saxophonistes jouant en combinaisons blanches. Ils répétaient dans le squatt du 20e tout en étant un des groupes présidentiels (présents au sommet de Versailles en juin 82 et au Noël de l'Elysée, en décembre 83).

[3] Deux fêtes étaient prévues dans deux squatts, les 26 et 27 novembre.

DERNIER MINUTE

Le 24 décembre au matin, les forces de l'ordre interviennent brutalement pour déloger les squatters qui s'étaient installé la veille dans une grande usine vide depuis 4 ans, rue des Dunes (I9e)

Cette réoccupation avait été organisée avec des moyens encore jamais utilisés : une page dans "Libé", présence de représentantants de la CGL et du PSU, sonorisation de la rue, talkie-walkies, CB, 25 personnes à l'intérieur, une centaine à l'extérieur.

A IOh, la police arrive : CRS et Compagnies d'Interventions, 4 commissaires, des spécialistes de l'escalade, une cinquantaine de civils hyper-agressifs...

Selon un scénario préparé à l'avance, les gens de l'extérieur résistent de manière non-violente ; ils sont gazés et matraqués. Depuis l'usine, nous demandons de pouvoir négocier avec un responsable de la Prefecture ou du Parquet. Le représentant de la CGL appuyant energiquement cette demande. La réponse des flics, c'est l'attaque du bulldozer qui tente de défoncer la grille. A ce moment là, les squatters retranchés sur le toît lancent des cocktails-molotovs.

Surprise, la police hesite, puis reflue, le bulldozer flambe. Un commissaire accepte de négocier. Un squatter descend dans la rue ; il se fait aussitôt matraquer par plusieurs CRS.

Nous savons alors que toute chance de retarder l'expulsion s'est envolée. Les derniers cocks envoyés ressemblent plus à un dernier baroud d'honneur et l'expression de notre haine des matraqueurs.

Les flics sont dans la place.
Nous nous rendons.

Après 24 h de garde à vue, 3 personnes seront inculpées, dont 2 écrouées et I sous contrôle judiciaire. Le parquet (de gauche) retient 2 personnes au hasard qui resteront une semaine en taule.

Le 24 décembre, c'est l'épilogue de 2 ans de lutte. La gauche et la droite se sont unis dans la haine contre nous.

Nous nous sommes affrontés à un ennemi vraiment trop puissant. Serons-nous bientôt assez forts pour reprendre des initiatives ? Il est en tout cas trop tôt pour répondre.

# BORDEAUX : Les parias de la santé en lutte.

*Deux importants conflits du travail ont éclaté en octobre à Bordeaux dans le domaine de la santé. L'un concerne les aides-soignantes et agents de service hospitalier d'une clinique privée de gériatrie, l'autre plus récent concerne les chauffeurs et ambulanciers de plusieurs sociétés de l'agglomération. Rien à voir bien sûr avec la grogne des mandarins de la médecine au printemps dernier. Il s'agit dans les deux cas de conflits touchant le personnel le plus exploité de ce domaine d'activité.*

## Orangers

La clinique des orangers est une clinique à but lucratif située à Mérignac (banlieue de Bordeaux), spécialisée en gériatrie cette clinique comprend une unité médicale importante ainsi qu'une maison de repos.

A cause des conditions de travail désastreuses liées au manque de personnel, à cause des salaires au plus bas (SMIC), à cause du manque de matériel, un mécontentement général régnait dans l'entreprise. Ce mécontentement transparaissait à travers le bulletin syndical de la section CNT: Le Presse Orange. Aujourd'hui tout le monde a pu être informé des conditions de travail dans cette clinique par les médias locaux et régionaux. Rappelons les en quelques mots:

— Non respect des qualifications: celles-ci ne sont pas mentionnées sur les contrats de travail, et les aides soignantes font fréquemment le ménage... ou les soins infirmiers.

— Manque fréquent de matériel, même le plus courant.

— Manque de personnel: par exemple il n'y a que deux aides soignantes par étage (40 malades) la nuit; il n'y a pas d'infirmière les dimanches et jours fériés à la maison de repos.

— Salaires au Smic, même en travaillant de nuit et avec plusieurs années d'ancienneté.

— Il est évident que tout cela entraîne un manque de confort et un manque de respect des malades.

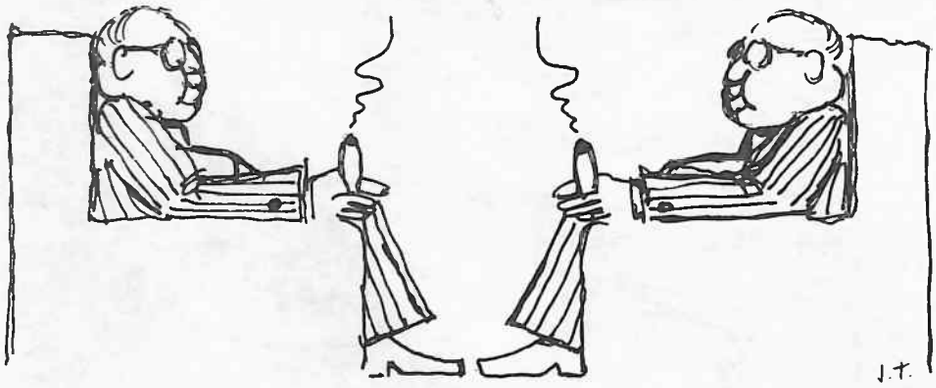
Depuis sa création, il y a un an, la section syndicale CNT dénonçait la situation faite aux malades et aux employés. Mais c'est une réorganisation des services que le patron voulait imposer qui a mis le feu aux poudres. Cette nouvelle organisation du travail aurait eu pour effet d'aggraver encore les conditions de travail et de réduire la qualité des soins apportés aux malades:

— Les malades ne disposeraient plus que d'une heure pour prendre leur repas, ce qui dans le service de gériatrie est pratiquement impossible:

— La nuit il n'y aurait plus qu'une aide soignante par étage.

— La fonction du personnel de maintenance serait élargie à la répartition des repas dans les étages.

Le patron prétend être contraint à de telles mesures par un déficit important, alors qu'il est facile de comprendre qu'entre le prix de journée demandé aux malades, les subventions importantes de la DDASS et les faibles salaires versés au personnel, cette clinique est vraiment très lucrative. D'ailleurs si le personnel dénonce cette situation, il n'est pas le seul à le faire. Les familles des malades soutiennent les grévistes, comprenant qu'il y va de la qualité des soins apportés à leurs parents.




MEDECIN DE "DROITE" A GAUCHE DEVISANT AVEC UN MEDECIN DE "GAUCHE" A DROITE

Donc le trois octobre, après le refus du patron de négocier sur les revendications posées par la section syndicale CNT, la majorité du personnel aide soignant, suivi par une partie du personnel infirmier et d'entretien, se met en grève. Au cours de ce mois de grève, le personnel a fait de nombreuses démarches d'information auprès des médias, de la population de Mérignac et de Bordeaux, de la DDASS, de l'inspection du travail, et a prouvé sa détermination de ne reprendre le travail qu'après avoir obtenu satisfaction. Ce mois a été ponctué de manifestations et de soirées de soutien hebdomadaires.

Les premières entrevues avec le patron n'ont rien donné et il a fallu l'intervention de l'inspection du travail pour arriver à un protocole d'accord le 26 octobre. Ce protocole donnait satisfaction aux grévistes sur les problèmes d'horaires, de roulements, d'effectifs et de qualification; il laissait la porte ouverte à de nouvelles négociations sur le problème des salaires. Avant même la signature définitive du protocole le personnel acceptait donc de reprendre le travail. Cependant, aussitôt le personnel gréviste fut victime de mesures vexatoires et le patron voulut imposer des horaires ne respectant pas le protocole. Donc le 31 octobre le personnel des Orangers se remettait en grève avec plus de détermination que jamais.

## SOS-Ambulances

Une autre grève a démarré le 19 octobre dans une société d'ambulances: SOS-Ambulances. On retrouve là encore de mauvaises conditions de travail, des problèmes d'horaires, des salaires très bas. Il faut savoir que ces ambulanciers ne disposent pas de local convenable pour leurs gardes, que les vestiaires sont mixtes, que les ambulances ne sont pas désinfectées, que les heures supplémentaires ne sont pas toujours payées, que les horaires élastiques ne laissent pas de place à la vie de famille, et tout celà pour à peine plus que le Smic.

Dès les premiers jours de leur grève les ambulanciers entraient en relation avec le personnel des Orangers. Les revendications très proches et des idées convergentes sur la forme à donner à leur lutte les poussait vers des actions communes. Des tracts et des manifestations communes ont eu lieu, et se renouvelleront sans doute. Il faut dire que si le journal Sud-Ouest ne voit pas « ce qui peut réunir les ambulanciers CGT et la CNT anarchiste des Orangers », c'est qu'il n'a rien compris au syndicalisme d'action

directe. Les ambulanciers comme les aides soignantes ne veulent pas se laisser récupérer par des politicards ou des bureaucrates syndicaux. Les uns comme les autres ont la volonté d'aller jusqu'au bout pour obtenir ce qu'ils réclament et se faire respecter dans leurs entreprises. Les uns comme les autres ont mis en avant le problème du respect des malades : hygiène des ambulances pour SOS, disponibilité en personnel pour les Orangers. Ils se battent autant pour les malades que pour eux-même.

La grève du personnel de SOS-Ambulances a provoqué une réflexion chez les ambulanciers de plusieurs autres sociétés privées de l'agglomération bordelaise. Certains ont fait une journée de grève de solidarité avec le personnel de SOS, mais surtout cette journée de solidarité leur a permis d'entamer une réflexion commune sur les véritables causes de leur situation. Les ambulanciers du secteur privé sont du ressort du ministère des transports et non de celui de la santé. Ils sont divisés en deux catégories : les chauffeurs et les ambulanciers diplomés. Les chauffeurs ne sont payés qu'au Smic, les ambulanciers diplômés un peu plus. Il faut savoir en outre que pour obtenir le diplôme d'ambulancier il faut suivre des cours, en dehors de ses heures de travail, dans des écoles privées payantes gérées par les patrons. Les grévistes se rendent bien compte que c'est une réforme globale de leur profession qui est nécessaire, mais celle-ci ne pourra être obtenue que par un mouvement d'ampleur nationale. Y a-t-il une possibilité dans ce sens ? C'est peut-être un peu trop tôt pour le dire, mais on peut remarquer que depuis le 2 novembre les employés de quatre autres sociétés d'ambulances ont rejoint les grévistes de SOS.

Pourquoi ai-je dit que les aides soignantes et les ambulanciers sont les parias de la santé ? La majorité des aides soignantes des Orangers (comme de la plupart des cliniques privées) sont non-diplomées, formées sur le tas. Dans ce domaine extrêmement hiérarchisé qu'est la santé, elles sont réellement des « hors-castes ». On peut dire la même chose des ambulanciers, même s'ils sont diplômés. De plus en plus les sociétés privées dans le secteur de la santé emploient du personnel peu ou pas qualifié qui est donc moins payé. Ce souci de rentabilité maximum peut s'observer aussi sur les économies faites au niveau du matériel et de l'hygiène. Pour résumer les revendications des grévistes, on peut dire qu'elles portent sur une reconnaissance de leur travail et de leur qualification pratique, un plus grand respect aussi bien du personnel que des malades, une meilleure qualité des soins. Dans le fond ce sont des revendications totalement utopiques, car en contradiction flagrante avec l'existence d'entreprises à but lucratif dans le domaine de la santé. Si certains travailleurs de la santé s'en rendent compte et commencent à réfléchir sur les possibilités de gestion directe de leurs entreprises, tous n'en sont pas encore là, et bien peu d'usagers ont la volonté de prendre leur santé en mains...

**A. Bordeaux**

# Restructuration et Charbon

## Répercussions dans le Carmausin

La presse, seule, informe les mineurs sur les négociations entre la Direction des Charbonnages de France et les syndicats à propos du nouveau plan de restructuration qui devrait entraîner 8000 licenciements dans tout le pays. Y aura-t-il remise en cause des acquis de la lutte de février (voir CA n° 25) dans le Carmausin ? Rien n'en est dit.

Les syndicats restent muets (aucun tract d'explication, aucune discussion...) ou pour le moins évasifs quand il faut créer le rapport de force (grève « pour l'emploi »)

Eux, si prolixes à la fin de la lutte de février pour afficher leur victoire, se dérobent devant les interrogations et les inquiétudes de la base.

La presse d'ailleurs ne donne que des informations en pointillés, et laconiques.

Signe de l'indécision du gouvernement dans sa manœuvre en matière industriel, signe aussi des tiraillements angoissés de la CGT, dont l'implantation est largement prépondérante, avec FO.

Pour le premier, il n'a pas envie de se retrouver avec un mouvement comme celui de février où il avait cédé sur tous les points demandés (sacrifiant la raison économique aux exigences électorales — 99 embauches qui ont juste compensé les départs à la retraite, l'ouverture de la mine à ciel ouvert, promesse de l'embauche pour 84).

Cette dernière exigence ne pourra pas être satisfaite. D'autre part il sait que son influence dans tout le département du Tarn est conditionnée par les implications du nouveau plan. (Il faut rappeler que juste après la grève, le maire PS de Carmaux a été réélu avec 71 % des voix, et que le maintien d'une courte tête de la municipalité PS à Albi en a été le prix).

Quant à la CGT, elle peut tout perdre dans cette échéance inéluctable des compressions de personnel, aussi elle tente de créer un rapport de force en évitant l'émergence de toute dynamique. En novembre, une grève au niveau national a servi d'avertissement, et les responsables ont lancé des mises en garde. Mais tout cela reste bien symbolique. Ce vendredi, juste avant la date fatidique du 20 décembre (résultats supposés des négociations), elle a appelé à une heure de grève.

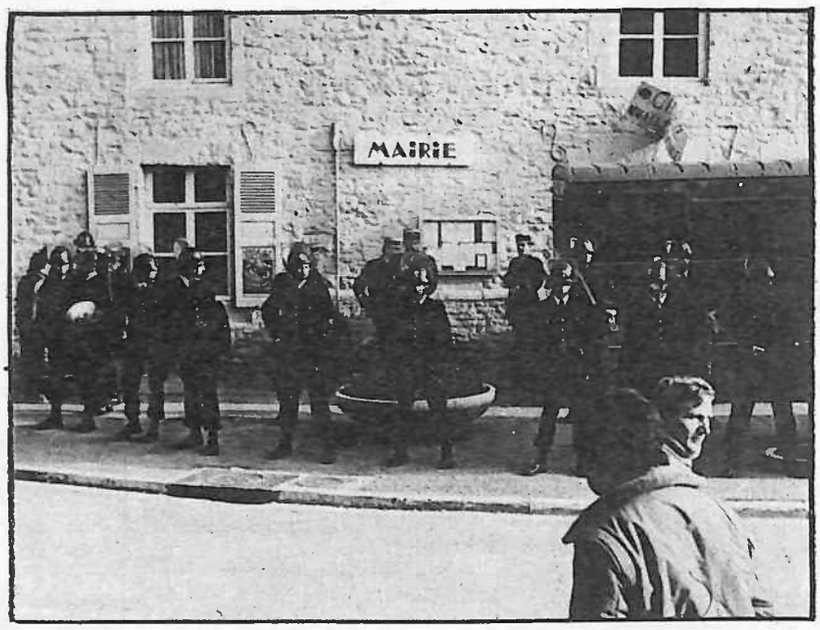
Tiraillement déchirant entre la sauvegarde de son influence nationale et le maintien du PC au gouvernement.

Malgré la sous-information et la non-concertation avec les mineurs, la grève été largement suivie, et la mobilisation est prête à redémarrer. A côté de cela, que ce soit la CGT ou FO, ils oublient de considérer la dégradation considérable des conditions de travail. Pourtant le point de départ de la grève de février était bien celui-là, et pas d'abord l'emploi. Car même si on a quelque peu embauché, les accidents n'ont cessé de se répéter depuis cette année.

Depuis juillet, 4 morts : 2 tués par un éboulement, 1 pris par un tapis roulant, 1 écrasé par un camion. En 82, aucun mort. Pour augmenter la production, les travaux d'aménagement sont délaissés. Les syndicats répondent qu'il faut désormais assurer soi-même sa propre sécurité, c'est-à-dire refuser d'exécuter certains travaux que l'on juge dangereux. Serait-ce l'apprentissage de l'autogestion ou une pointe d'humour ? Là aussi, pas de tract, pas de grève si ce n'est qu'après l'éboulement l'équipe qui devait suivre n'est pas descendue.

**B. le 18.12.83.**

# La situation dans les Ardennes




## Quand les néo-nazis sont mêlés à un état « démocratique »

Le 12 novembre 83, les Ardennais ont pu découvrir dans leur journal local, sur une page entière, un titre évocateur : «Subversion : En 1982, des néo-nazis (belges) participaient aux manifestations de Chooz et de Vireux».

«L'Ardennais», quotidien départemental, venait de lever un «lapin» dans une région limitrophe de la Belgique... Un dossier en 2 volets, le premier centré sur une lutte qui a marqué la population, l'autre revenant en détail sur un «roman policier» faisant la une des journaux belges. Un scoop !

Mais «L'Ardennais» a très peu d'audience dans notre presse nationale et il fallut attendre plusieurs jours pour que le Canard Enchaîné, Libération, Le Monde,... daignent reprendre, en pages intérieures, cette «histoire belge d'un très mauvais goût» qui faisait pourtant scandale en Belgique.

**De quoi s'agissait-il?**

A première vue, une histoire somme toute assez banale d'un groupe néo-nazi belge: Le Wesland New Pest (W.N.P.) avec ses ramifications dans la police, l'armée et la sûreté belges. C'est d'ailleurs en ces termes que ces faits divers furent traités dans la presse française.

En Août 83, dans un bistrot de la banlieue de Bruxelles, 2 consommateurs s'engueulent... un de ces messieurs dégaine. ...la police intervient... perquisition... et decouverte chez l'un des 2 protagonistes d'un arsenal militaire, d'une panoplie d'insignes fascistes... et d'une armoire bourrée de documents militaires secrets, dérobés à l'état-major de l'armée à Evère intégré à l'OTAN. La justice s'en mêle... et découvre l'existence d'une organisation secrète : le W.N.P. Cette organisation a constitué une association culturelle d'inspiration celtique qui lui sert d'école préparatoire où plusieurs dizaines de nazillons suivent des cours avant de passer l'examen d'entrée. On découvre même que le W.N.P. est structuré tout à fait militairement avec ses officiers, son colonel, ses instructeurs, son service de sécurité, son bureau des questions sionistes informatisé,... et ses 2 petites troupes de scouts endoctrinant les jeunes de 7-10 ans d'un petit village belge : une organisation typiquement nazie, regroupant plusieurs centaines de jeunes et de moins jeunes et dont le but déclaré est de « se préparer à une invasion soviétique et lutter contre l'infiltration communiste omniprésente dans la société belge» (à signaler tout de même, pour la petite histoire, que le P.C. belge est un groupuscule comparable, au niveau du nombre de ses adhérents et de l'impact, à la L.C.R. en France). Des membres de ce W.N.P. auraient même commis un double assassinat en février 82 de soi-disants «dangereux espions du K.G.B.», argument impérial cachant en fait une sombre «histoire de cul»...

Ajoutons à cette panoplie, des plans d'attentats découverts par les flics au cours des diverses perquisitions...

Rien, donc, qui justifierait un article dans Courant Alternatif ! Mais voilà, vous vous en doutez, il y a d'autres choses là-dessous, comme en témoigne la «une» du journal local «L'Ardennais». Si la justice belge ignorait l'existence de ce groupuscule (tout de même important), la sûreté de l'Etat belge était bel et bien au courant... c'est le moins qu'on puisse dire ! Depuis au moins 2 ans, ce service d'Etat infiltrait le W.N.P. comme c'est d'ailleurs traditionnellement son rôle ! C'est ainsi que plusieurs membres de la sûreté d'Etat ont adhéré à ce groupe nazi dont un commissaire couvert par son ministre de tutelle : le ministre de la Justice. Ce commissaire, qui avait pour mission « de s'infiltrer dans les rangs du W.N.P. » (dixit le ministre lui-même), est rapidement devenu instructeur des jeunes fascistes, se dissimulant pour ses cours sous une cagoule et répondant au sobriquet de «canard». On pourrait rapidement en déduire qu'au lieu d'infiltrer le W.N.P., «il aurait été pris au jeu et aurait permis aux nazis de noyauter la sûreté de l'Etat belge» !

**Nous sommes beaucoup à douter de cette explication toute faite...** témoigne de l'embarras de certains services de l'Etat belge.

Le W.N.P., pour ses jeunes militants, avait besoin de travaux pratiques, de terrains d'entraînement... La lutte de Chooz-Vireux, à laquelle participaient des militants anti-nucléaires belges, était un terrain de manœuvre idéal (comme d'autres luttes sociales en Belgique). C'est ainsi que des agents de la sûreté belge ont demandé à certains jeunes fascistes en formation de noyauter la manifestation du 27 mars 82 (très importante, car ce fut le point de départ de la liaison entre sidérurgistes et antinucléaires...)... dont ce fameux commissaire qui devait ainsi *retirer pour l'Etat belge une foule de renseignements sur les agissements des antinucléaires belges* même si cela avait aussi pour but de se couvrir de ses agissements néo-nazis. (Il faut aussi rappeler qu'à cette époque, la lutte de Chooz s'appuyait essentiellement sur le dynamisme des militants belges). **De toute façon, la sûreté belge fermait les yeux car le W.N.P. lui servait.** Ce genre d'infiltration intéressée d'un Etat dans une organisation para-militaire n'est pas le premier, ni le dernier... S'il n'y avait pas eu cette banale agression d'un pilier de bar, nous n'en aurions jamais rien su ! Maintenant, bien sûr, il est certain que l'Etat belge va lâcher son larbin de commissaire, c'est de bonne guerre et c'est d'ailleurs toujours sous-entendu dans ce genre de contrat : **«la fin justifie les moyens» est aussi une devise étatique.**

Pour la petite histoire, ce commissaire était chargé de la sécurité de Mitterrand lors de son voyage en Belgique en octobre dernier. A l'époque cette affaire n'était pas encore connue, mais les services français de « protection», au parfum, sont intervenus pour la sécurité de «tonton».

Du côté français, les médias ne se sont pas intéressés à cette affaire d'infiltration de manifs par ces néo-nazis... via l'Etat belge. Le Canard Enchaîné a honnêtement dit qu'une « organisation liée au W.N.P. était chargée d'infiltrer les manifs des adversaires (celles des écolos entre autres)». Mais d'autres médias doivent garder ces révélations pour les utiliser lorsqu'elles s'inscriront dans l'actualité. Seul «L'Ardennais» en a fait sa une.

Un journaliste de «L'Ardennais» s'est rendu à Bruxelles et a réussi à obtenir un rapport partiellement codé émanant de fascistes ayant infiltré la manif du dernier samedi du mois de mars à Vireux... rapport à l'attention d'un agent de la sûreté belge qui avait commandité cette infiltration !

On pourrait penser que ce genre de découverte renforce notre dénonciation des méthodes policières utilisées par les

Etats. Il n'en est rien ! Ce journaliste a réussi à retourner cette histoire contre le mouvement qui existait alors dans la Pointe de Givet. Ses arguments sont simples :

— « le gouvernement belge était-il au courant ? Ou, si comme certains indices le laissent penser, il a été lui-même court-circuité, non seulement par sa propre police, mais **surtout** par la machine nazie ».

— « Il n'y a pas de doute, en 1982, des nazis étaient bel et bien **revenus** dans les Ardennes françaises »... avec évocation à la clé de la guerre 39-45... « les Ardennais sont en droit de connaître la vérité ! Ils ont trop payé à l'histoire... », retournant ainsi l'argument souvent évoqué par les habitants de la Pointe qui voyaient dans l'occupation militaire de leur région une autre manifestation de ce qu'ils avaient vécu en 40.

— « L'infiltration nazie a-t-elle seulement commencé le 27 mars 82 ? et s'est-elle limitée à cette seule manifestation ? ou au contraire... ? » et le doute s'installe quant à l'origine de toutes les actions violentes qui se sont déroulées dans la Pointe... Ce journaliste republie une photo de manif où l'on voit 4 manifestants... avec une nouvelle légende : « Lequel des 4 est un infiltré nazi ? » Mais ce pauvre journaleux ne devient plus crédible pour ses grands **frères de la presse nationale quand il dit :**

« Est-il exact que le groupuscule français **d'extrême-droite** « Action Directe » ait lui aussi infiltré certains rendez-vous ? ». Le plus révoltant dans tout cela c'est que ce journaleux a toujours été présent dans la lutte de Chooz-Vireux ; au moment fort de la lutte, il a voulu même réaliser un livre... mais pour les arrivistes le vent a tourné.

Cette affaire fut ressentie parmi ceux qui luttent encore dans la Pointe comme un coup de poignard dans le dos... certains en ont même déduit que « dès qu'on sort de la légalité, on ne sait jamais où on met les pieds ».

Si cette affaire avait éclaté un an plus tôt, « L'Ardennais » n'aurait pas pu l'utiliser de cette manière... et cela aurait même pu nous être favorable. Maintenant, quand le 10 décembre 83, 5 camionnettes d'EDF flambent à Rethel, le PCF en profite pour déclarer que « ces nouveaux agissements sont en liaison avec la confirmation de la participation d'éléments néo-nazis aux manifestations anti-nucléaires »... et dans la période actuelle le mouvement ne peut répondre à ces crapuleries habituelles...

## La situation dans les Ardennes

**Au niveau économique**

Cela ne fait que de se détériorer. On ne compte pas une semaine sans qu'une entreprise dépose son bilan ou annonce des licenciements. Fin octobre, il y avait 14 883 demandeurs d'emplois (record historique) soit 12,45 % de la population active (la moyenne nationale est de 9,9 %) et pour les 2 bassins d'emplois : Sedan et Revin (dont Chooz et Vireux font partie), ce taux atteint près de 15 %. L'industrialisation à Vireux, promise par Mauroy, est actuellement un bide total. A la veille de sa fermeture, sur 650 emplois que compte encore la Chiers, seulement 30 sont reconvertis. Arthur Martin, à Revin, annoncerait prochainement des suppressions d'emplois. Mais le cas de Cabeltel, usine de câbles de Fumay (10 km de Vireux) est très significatif :

Mauroy, lors de sa venue en février 83 à Charleville, avait annoncé, outre des promesses vagues, des créations d'emplois à Cabeltel : « Le groupe Thomson va désormais produire les cordons optiques dans sa filiale Cabeltel de Fumay. Ce projet représente 100 emplois nouveaux dans une activité nouvelle et d'avenir... »

Mais à l'automne 83, dans le cadre de la redistribution des cartes industrielles, Thomson vend Cabeltel à la C.G.E. qui achète aussi Cabelmétal, une société allemande qui travaille déjà dans la fibre optique. Il y a de la restructuration dans l'air.

Fin novembre, quelques jours après la vente de l'usine, les travailleurs de Cabeltel apprennent par la presse locale que 195 suppressions d'emplois allaient être proposées par la C.G.E. ! Grève sauvage immédiate... manif avec pancartes : « Mauroy, tu nous a stroumpfé »... ça chauffe ! La direction intervient dans l'heure qui suit avec un discours on ne peut plus clair ! :

« Une grève actuellement risque d'hypothéquer l'avenir de l'ensemble de l'entreprise. Je sais, *par des informations venant des plus hautes sphères,* que des solutions n'ont pas été appliquées volontairement à Vireux (La Chiers) à la suite de la trop grande agitation faite par les travailleurs »... « Mauroy n'a pas menti... les futures créations d'emplois sont totalement à séparer du problème actuel » !

Puis ce fut un branle-bas de combat comme on en voit guère dans ce genre de conflit. Le préfet des Ardennes assure que le cabinet du 1er ministre va intervenir très rapidement auprès de la CGE... et 3 h plus tard le travail reprend ! Ça a été très vite, l'Etat a eu peur.

Dans les jours (ou heures !) qui suivent, les pouvoirs publics au plus haut niveau (Matignon et Fabius) exigent de la CGE un

blocage de la procédure... Il y aura en France des licenciements dans les « câbles » mais pas à Fumay... surtout pas à quelques kms de Vireux et de Chooz...

Cet épisode politico-économique national fut bien sûr analysé par toute la gauche politique et syndicale comme un croc-en-jambe du patronat à l'Etat socialiste qui pourtant décide des objectifs principaux de ses entreprises nationalisées. En fait, les technocrates de la CGE devaient tout bonnement ignorer les conséquences politico-sociales que de tels licenciements risquaient d'entraîner... comme Mauroy ignorait, en février 83, qu'il y aurait une restructuration dans les câbles dans les 6 mois !

**La gauche s'enfonce !**

La gauche politique et syndicale défile chez le préfet, chez le commissaire à l'industrialisation. Elle est inquiète mais tout de même satisfaite, comme le dit la CFDT : « Que les pouvoirs publics placent le bassin Givet-Revin dans les objectifs prioritaires d'industrialisation » !

Comme il n'y a plus d'amorce de mouvement d'une partie de la population depuis que les anti-nucléaires ne peuvent plus tenir le haut du pavé, on assiste actuellement à un conflit politicard gauche-droite.

Le Conseil général des Ardennes est tenu par la droite qui, à l'aide des nouvelles lois sur la décentralisation, en profite pour intervenir financièrement. C'est ainsi que pour l'aménagement de la zone industrielle à Vireux, la droite s'est prononcée contre le subventionnement de ce projet : « Nous ne subventionnerons pas des rêves » ! « Pas un sous pour une friche ». « On attend des certitudes d'implantations industrielles ».

Le PC réplique sans sourciller : « Les soucis d'inquiétude des Ardennais ne peuvent justifier la volonté d'inquiéter », ou encore « s'il y a des sujets d'inquiétude, il n'y a pas de raison d'inquiéter la population ».

... Quand je vous disais qu'ils étaient inquiets...

**Et à Chooz ?**

Dans le village, les anti-nucléaires sont désormais minoritaires car EDF s'installe progressivement. Fait significatif, il y a même un projet de réhabilitation de vieilles maisons du village « dans le but de réanimer le centre et de faciliter l'intégration des agents EDF » (déclaration d'EDF !). Le noyau qui a animé la lutte n'a pourtant pas changé. Mais les Calcéens vont découvrir les bienfaits financiers d'EDF en recevant leurs prochaines feuilles d'impôts locaux. En effet, pour financer un centre de formation professionnelle lié à Chooz B, on est passé d'opération blanche à 75 000 F à payer par la commune !

Sur le site, ça bricole... pour gagner du temps, mais il ne faut pas se faire d'illusion, la 1ère tranche est désormais engagée malgré les retards et un décalage d'au moins 6 mois. Les perspectives d'emplois viennent d'être communiquées : 420 sur le site à la mi-84, une moyenne de 600 en 85. Cela représente, pour un investissement équivalent à 10 fois le budget du département, 1,5 milliard de francs par emploi temporaire ! Un record.

En 1986, on devrait être dans la phase électromécanique avec les premières fins de contrats pour les travailleurs ayant participé au gros œuvre. Alors, pour tenter de repousser les échéances, on mise sur la 2ème tranche qui ne se déciderait que fin 86. Le gouvernement aura alors à choisir entre Chooz B 2 et Golfech II... à moins que d'ici-là, des événements économiques, politiques ou sociaux viennent contrecarrer cette fuite en avant. Comme le dit un responsable de l'ANPE : « Il n'est pas à souhaiter de grand décalage entre les 2 tranches. Car embaucher ça va, mais quand on déchauche... »

C'est ainsi que le commission d'information mise en place pour contrôler les centrales nucléaires dans leur phase de construction et dans leur fonctionnement est amenée à réclamer une 2ème tranche... voire une 3ème et une 4ème... C'est dans ce type de commission que les écologistes et les antinucléaires sont invité à siéger (le Front Commun Ardennais a refusé)... et que dans certaines régions (Fessenheim) ils y siègent !

Nous ne sommes plus dans une période où tout nouveau chantier de centrale entraînait l'euphorie des arrivistes ou des incrédules. Chooz B 1 a été confirmé et malgré tout, l'inquiétude transparaît très nettement parmi les adeptes départementaux de la nucléocratie.

En lisant ou en écoutant les déclarations

des uns et des autres par rapport à la construction de Chooz B, mais aussi par rapport à la réindustrialisation des Ardennes, nous sentons bien qu'il y a et qu'il y aura des tas de clous à enfoncer.

## Des réflexions

Les antinucléaires doivent maintenant négocier un virage dangereux. Généralement, lorsqu'une centrale se construit, l'opposition vaincue plie bagage ou s'intègre. Pour l'instant, à Chooz et dans les Ardennes, il n'est pas du tout évident que cela se déroule pour les antinucléaires comme à Braud St-Louis ou ailleurs. Les données ne sont peut-être pas les mêmes. Il faut dire que les faits quotidiens nous donnent raison et que, malgré tout, dans les Ardennes, nous sommes les seuls à pouvoir encore mobiliser plus de 200 personnes (même la CGT n'y arrive pas). Mais il faut réfléchir pour repartir, certainement avec une autre stratégie et d'autres tactiques. Une réunion générale et ouverte d'une journée a eu lieu le 17 décembre à Chooz.

**Regarder la réalité**

Il faut d'abord avouer que par rapport à notre objectif : « PAS DE NOUVELLE CENTRALE A CHOOZ », nous avons actuellement PERDU... Chooz B se construit.

Si le PS, en arrivant au pouvoir, nous avait donné en pâture en plus de Plogoff, Chooz B, cela n'aurait rien changé quant à la politique suivie... Il y aurait eu tout de même Cattenon, Golfech, Nogent, Penly,...

Bien sûr, une « semi-victoire » en 81 à Chooz aurait pu nous donner la pêche pour mener d'autres combats, quoiqu'en regardant ce qui se passe à Plogoff depuis 81, on peut tout de même en douter.

Mais, nous nous sommes rendu compte, en luttant, à quoi nous nous attaquions... Nous n'avons pas à rougir de notre relatif échec. Gagner en France sur le nucléaire, c'était « révolutionner » le pays. LES ANTI-NUCLEAIRES A EUX SEULS NE LE POUVAIENT PAS.

Gagner à Chooz, c'était peut-être possible, mais nous avons appris qu'il aurait fallu, là aussi, *tout un mouvement social global intégrant le refus du nucléaire dans une lutte économique et politique d'envergure.* Il ne faut pas oublier que Chooz... c'est dans les Ardennes ! Une région industrialisée depuis un siècle et dont la plupart des structures industrielles actuelles sont sacrifiées sur l'autel du profit. L'Etat est contraint, par rapport aux luttes de défense de l'emploi, d'INTERVENIR, comme il le fait d'ailleurs dans toutes les autres régions. Cette intervention se fait à plusieurs niveaux :

— Assistance sociale des licenciés,
— Incitation vis-à-vis du patronat pour qu'il crée quelques « succursales » ici plus qu'ailleurs,
— Recours à des promesses d'industrialisation,
— Et bien sûr, répression policière, judiciaire, etc.

Une centrale nucléaire est encore l'une des bases des promesses d'emploi faites par l'Etat aux populations locales (plus pour longtemps !). Si le PS avait trouvé mieux comme promesse d'emploi dans sa gestion de la crise dans les Ardennes, il nous aurait vraisemblablement « donné » Chooz B... et cela, d'ailleurs, l'aurait bien arrangé au niveau électoral. De plus, et c'est aussi vrai dans les Ardennes, le PCF et la CGT ont laissé « des traces » dans la classe ouvrière. Leur raisonnement complètement dépassé économiquement dans cette période de restructuration : « S'il y a de l'électricité disponible et moins chère, des entreprises viendront s'installer nécessairement dans la région » rassure encore pas mal de travailleurs.

Et pourtant, la lutte de Chooz a répondu concrètement, à un moment donné, à ces promesses d'emploi en essayant une symbiose avec les sidérurgistes de la Chiers, mais aussi en s'appuyant sur le vécu de la 1ère centrale en fonctionnement depuis 67.

C'EST SUR CE TERRAIN SOCIAL QUE NOUS AVONS, POUR L'INSTANT, PERDU.

Les querelles de personnes ou inter-villages (Vireux/Chooz) ne sont que des conséquences, ce ne sont pas les causes de notre relatif échec. Les luttes pour la conservation des emplois existants sont des luttes défensives qui, si elles ne débouchent sur aucune perspective (et pour cela il faudrait qu'elles dépassent ce cadre défensif) finissent toujours par être désintégrées par l'Etat et le patronat qui achètent, divisent les travailleurs par des plans « sociaux divers »...

Une lutte anti-nucléaire réelle doit prendre naissance et se développer au sein d'une population directement concernée par ce problème. *Or, actuellement, nous ne sommes plus que des militants, il faut donc rechercher des contacts, en faisant des propositions d'action simples et accessibles à tous.*

Il ne faut plus rêver, nous n'avons plus d'événements locaux (type enquête d'inutilité publique), de luttes sociales, nous permettant, comme par le passé, d'affronter de FACE la société nucléaire à Chooz. Cela reviendra peut-être, il faut même que cela revienne, mais il ne suffit pas de le dire, IL FAUT Y TRAVAILLER.

Nous savons par expérience qu'une lutte réelle ne peut pas se résumer à un mouvement d'opinion, ni se restreindre à un groupe clandestin... IL NOUS SEMBLE même que c'est lorque des conditions existent pour que ces 2 formes de lutte cohabitent... que nous avons quelques chances de réussite (voir LEMONIZ au Pays Basque Sud).

De toutes manières, et la lutte de Chooz nous l'a prouvé, il faut qu'une partie de la population locale ou régionale directement concernée par l'installation d'une centrale, par les déchets, par les lignes à THT, PRENNE L'INITIATIVE... ET LA GARDE... Les militants extérieurs ne peuvent intervenir que comme SOUTIEN.

EST-CE ENCORE POSSIBLE DANS LA POINTE DE GIVET ?

Nous aurons très certainement des éléments de réponse prochainement.

### Energie du Futur

Le groupe de Reims a réalisé une fausse publicité EDF sur bande magnétique. Ce document sonore est diffusable sur les ondes FM ou sur la voie publique. Il s'agit d'un plagiat de la dernière pub d'EDF.

Si vous êtes intéressés, écrire à Reims en joignant 20 F en timbres.

# Projet de texte devant servir de support à la partie économique d'un montage audio-visuel réalisé par la CNAN.

*Dans le numéro 29 d'octobre 1983, nous avions rédigé un article sur la politique énergétique du gouvernement et d'EDF. Celui-ci a été fait par un camarade, militant anti-nucléaire, qui n'est pas à l'OCL, et c'est avant tout un document de travail qui complète l'article précédemment paru.*

Dans le numéro de Sciences et Vie de novembre 83, on peut lire « Plus que les écologistes, les véritables adversaires du nucléaire sont aujourd'hui les économistes ». Ainsi, depuis 74, date du lancement d'un programme nucléaire massif, le discours des opposants a progressivement glissé d'une argumentation écologique, au sens stricte, à une réflexion où les données économiques sont prépondérantes.

Malgré l'étouffoir qui se resserre chaque jour davantage, les informations financières et économiques qui filtrent, dressent un bilan de 10 ans de programme nucléaire qui non seulement est désastreux, mais qui plus est hypothèque lourdement le développement industriel de la France.

Que ceux qui pensent que le problème soulevé ici est mineur prennent bien conscience que l'on traite en fait d'une des plus colossales entreprise industrielle de tous les temps, équivalente au programme Apollo. Cette précision devrait, s'il en était encore besoin, rajouter du poids à ce qui va suivre.

Une telle aventure ne pouvait procéder que d'un choix délibéré, cela va sans dire. Mais ce dont il faut prendre conscience est que choix veut dire priorité, exclusivité. Le gouvernement français a fait le choix de mettre tous ses œufs dans le même panier, ainsi tout l'argent, la recherche, la matière grise mis au service du nucléaire ne peut en même temps servir d'autres secteurs industriels.

La priorité nationale qu'est devenue le nucléaire est facile à chiffrer. En 10 ans, de 73 à 82, la part d'EDF dans le total des investissements industriels a plus que doublé, passant de 10,8 à 23 %. Ainsi l'entreprise publique accapare près du quart des investissements industriels alors qu'elle ne représente que 0,5 % de la population active.

Suivant le principe des vases communicants, il faut que d'autres secteurs de l'économie voient leur enveloppe financière diminuer. C'est le cas par exemple des équipements ménagers et des produits de consommation dont la part dans les investissements industriels a chuté de 30 % en 10 ans. Autre exemple significatif : celui des transports, rare point fort de l'économie française. En 82, ils n'attiraient plus à eux que 7 % des investissements.

Dans le secteur de la recherche la priorité accordée au nucléaire éclate dans toute sa démesure. Il représente 18 % du budget civil de la recherche, soit 4 fois celui de la santé.

De priorité à exclusivité il n'y a qu'un pas que le gouvernement n'hésite pas à franchir. Les mineurs des bassins du Nord ou de la Lorraine privés de leur outil de travail pourraient nous en dire long sur l'exclusivité accordée au nucléaire face aux autres sources d'énergie.

Pour convaincre les derniers sceptiques il suffira de signaler qu'en 83 le seul budget de propagande d'EDF, soit 400 millions de Francs, est supérieur au budget de l'Agence pour la Maîtrise de l'Energie.

Cette marche forcenée vers le nucléaire devait rapporter à la France : prestige, indépendance, relance économique. La réalité est au contraire que cette permanente fuite en avant place aujourd'hui la France au bord du KO économique.

Attachons nous dans un premier temps à la situation interne d'Electricité de France.

S'appuyant sur cette fameuse loi du doublement de la consommation électrique tous les 10 ans, EDF investi en 74 des sommes fabuleuses, de l'ordre d'une centaine de milliards de Francs, dans l'édification d'un programme nucléaire ambiteux. Obligation lui est faite à cet effet de contracter des emprunts, notamment sur les marchés financiers internationaux, le marché national ne pouvant à lui seul y faire face.

10 ans plus tard, la conjonction de la stagnation de la consommation, de sérieux problèmes techniques, d'une politique commerciale inefficace, de la hausse du dollar, fait qu'EDF loin de rentabiliser ses investissements se retrouve aujourd'hui dans une situation financière inextricable.

Alors, faisons une petite radioscopie de l'entreprise. Ce qui saute tout de suite aux yeux, c'est la dette monumentale qui va en s'aggravant. En novembre 83 elle atteignait la somme fabuleuse de 180 milliards de Francs, soit plus du 1/5ème du budget de la nation, ce qui représente encore 6400 F par citoyen imposable. En sachant que cette dette représente deux ans de chiffre d'affaire d'EDF, on voit mal où est la porte de sortie.

Moins spectaculaires,mais autrement plus lourdes de conséquences sont les charges financières, le poids des intérêts à payer sur cette dette. Elles ont augmenté de 70 % en 81 et représentent en 83 le 1/5ème du chiffre d'affaire. Ainsi quand l'abonné s'acquitte d'une facture de 100 F à Electricité de France, 20 F servent au paiement des dettes, dont 8 F pour les emprunts à l'étranger. Ces mêmes charges représentent une somme d'argent équivalente aux économies réalisées sur les importations de pétrole. Voilà qui nuance singulièrement la rime que certains voient entre nucléaire et indépendance.

Aujourd'hui EDF est entrée dans le cercle vicieux infernal, lot de la majorité des pays du tiers-monde, à savoir être obligé d'emprunter pour rembourser ses dettes. Mais cela ne l'empêche pas de relever la tête et de crier haut et fort que la fée électrique d'un coup de sa baguette magique permet de freiner l'hémorragie de devises, que l'on sait si précieuses.

Le calcul présenté est enfantin : les importations d'Uranium coûtent 1,5 milliards de Francs par an en devises, contre 10 milliards pour le

pétrole et le charbon. Ainsi, toujours selon les sources officielles, le nucléaire aurait permis à la bourse nationale de faire en 82 une économie de 6 milliards de Francs en devises.

Calcul faux tant il est enfantin. Lorsqu'on fait des comptes, il faut tout compter. Ainsi lorsqu'on ajoute les achats de matériel et le remboursement annuel des emprunts contractés à l'étranger, la balance des devises d'EDF accuse alors un déficit de 22 milliards de Francs. Ceci est le chiffre pour 82 donné par les experts du ministère de l'industrie.

Quand on parle devises, on parle dollars, cette petite bête qui monte, qui monte. Pour EDF, c'est une véritable bête noire. En effet, une petite flambée de 10 % sur le dollar, et c'est 2 milliards supplémentaires à rembourser pour EDF. Cette entreprise à la gestion qu'on nous dit si florissante a le rare privilège de devoir rembourser à plus de 8 F des dollars achetés à moins de 5 F.

Poursuivons notre radioscopie côté financier. C'était à prévoir, nous trouvons un déficit : 8 milliards de Francs en 82. Déficit dont la croissance permanente est due pour moitié aux ennuis techniques qui ne manquent pas de se multiplier.

Mais l'Etat a mis EDF en demeure de gommer ce déficit nuisible à l'image de marque. Qu'on ne s'y trompe pas, si effectivement l'entreprise publique présente un budget équilibré, ce n'est pas qu'il aura assaini sa gestion, mais bien qu'une fois de plus l'Etat sera intervenu. Intervention qui dans ce cas précis coûtera 600 F à chaque français, somme prélevée sur ses impôts.

Un dernier mot pour photographier l'état de délabrement d'Electricité de France, il porte sur le taux d'autofinancement. C'est en fait un véritable révélateur de l'état de santé d'une entreprise. La moyenne nationale a montré en 82 une faiblesse historique avec un taux de 51 %. Le programme nucléaire a fait chuter celui d'EDF de 63 % à 28 %. Autrement dit, l'argent qu'EDF ne trouve pas en elle même il faut bien aller le chercher ailleurs, et cet ailleurs c'est une fois de plus dans le porte-monnaie du contribuable.

Face à ce constat d'échec financier et économique retentissant que l'on camoufle et fait supporter à l'ensemble du pays, l'attitude des technocrates du nucléaire laisse planer des doutes sur leurs capacités mentales. Pour eux, tout va bien, les petits problèmes seront vite résolus pourvu qu'on poursuive résolument dans la voie tracée. Ils appliquent ainsi le vieux rêve du « tomorrow will be fine ».

Comme nous allons le voir maintenant, cette politique de la fuite en avant hypothèque lourdement les chances d'un renouveau industriel de la France.

Il est établi que les raisons qui ont guidé le choix nucléaire ne sont pas du domaine de la réponse à une demande en électricité. Cela explique le fait qu'en 90, la France aura 15 centrales en trop pour assurer la couverture de ses besoins en électricité. Gachis colossal en comparaison duquel le Concorde fait figure d'enfant de chœur. Le coût de ce suréquipement inutile représente le total des dépenses de l'Etat pour le logement, l'urbanisme, les transports et la communication réunis.

Les effets pervers de ce suréquipement sont loin de se limiter à cette seule immobilisation stérile de capitaux. Ils s'accompagnent d'effets directs et indirects.

Les premiers agissent par effet mécanique. Le coût du kw/h est calculé pour une centrale fonctionnant 6200 h/an en 90. Durée de fonctionnement entrainant un quasi doublement du prix du kw/h produit.

Mais notre situation de surproduction électrique a des effets induits beaucoup plus pernicieux et aux conséquences beaucoup plus graves pour l'économie nationale. EDF se retrouve avec 50 milliards de kw/h superflus sur les bras. Ce sont eux qui désormais vont guider les choix industriels de la France. La priorité des priorités est aujourd'hui de trouver, de créer des marchés, des débouchés. A titre d'exemple : nous en sommes à un point où l'argent investi rien que dans la pub pour faire consommer un kw/h supplémentaire permettrait de couvrir l'investissement nécessaire pour économiser ce même kw/h.

La solution choisie pour tenter d'éponger ces 50 milliards de kw/h embarassants est de soutenir artificiellement l'industrie lourde, grosse demandeuse d'énergie. Pourquoi pas direz-vous peut-être ? Oui, mais un tel choix ne peut se faire qu'en sacrifiant les secteurs industriels devenus les véritables moteurs des économies modernes tels que l'informatique, l'électronique, la bio-technologie...

Mais ces secteurs, même s'ils sont l'avenir des économies capitalistes fatiguées, ils ont le tort bien facheux de nécessiter peu d'énergie. Tort qu'EDF ne peut leur pardonner dans une période où l'exigence est de placer des kw/h et non de les valoriser en leur faisant produire le maximum de valeur ajoutée.

Non contente de sacrifier les secteurs de pointe sur l'autel de la surproduction électrique, EDF va même jusqu'à entraver pour le long terme toute possibilité de réel développement industriel. Notamment en incitant les industriels à investir pour s'adapter aux erreurs des technocrates.

On assiste ainsi à une marche à reculons démente. L'économie au lieu d'investir, d'évoluer, de se transformer en fonction des nouvelles données du contexte économique international, se voit contrainte de se plier aux lubies des nucléocrates prisonniers de leur système abhérent. En 83, ce sont 600 ingénieurs qui sont à EDF chargés d'adapter les entreprises aux exigences du service public, à savoir de leur faire consommer de l'électricité.

L'exemple de Péchiney donne une illustration de la logique dans laquelle travaillent les hommes au service des hommes et montre qui fait les frais de cette logique.

Pour produire son aluminium, Péchiney a besoin de beaucoup d'électricité. En bonne logique il va s'installer là où on lui fournit le courant le moins cher, c'est-à-dire au pied des grands complexes hydro-électriques étrangers. Situation intolérable pour le gouvernement que de voir ses usines s'expatrier, pas tant pour les emplois perdus que pour l'électricité qui ne sera plus consommée sur le territoire national.

L'heure n'est pas à se pencher sur la réelle crise de l'aluminium mais de lui faire consommer de l'électricité française. Alors, marché conclu : l'Etat aidera Péchiney à acheter une tranche nucléaire à EDF, qui en contrepartie lui facturera le courant à moitié prix.

Qui fait les frais d'une telle opération ? C'est vous et moi, dont nos impôts serviront à financer la tranche nucléaire et dont notre facture d'électricité sera gonflée par EDF afin de combler la différence entre le prix de revient réel du kw/h et celui facturé à Péchiney.

Agir de la sorte, c'est premièrement se cacher les yeux sur le déclin du rôle des industries lourdes comme élément moteur de l'économie. C'est ensuite hypothéquer lourdement l'avenir en faisant chuter très dangereusement la productivité économique de l'énergie. Excellent révélateur de l'état de santé d'une économie, la productivité économique de l'énergie mesure le rapport entre l'énergie consommée et la production de richesses qu'elle a permis.

AUTO REDUCTION

# « Il était une fois un "Courant Alternatif" rebelle..à toute autorité »

**L'Union, l'Est Républicain, France Inter, Europe 1, RTL, plusieurs radios « libres » avaient déjà, en avril dernier, évoqué le premier procès d'un autoréducteur rémois, procès curieux... qui s'était déroulé sans la présence de l'accusé (non convoqué).**

**Fin novembre, après opposition au premier procès, un nouveau avait lieu.**

## Tout d'abord, qu'est-ce que l'autoréduction ?

C'est une action de désobéissance civile qui consiste à refuser de subventionner l'électro-nucléaire soi-même par le paiement intégral de ses factures. Il s'agit de payer l'électricité à son « *juste prix* ».

**La démarche**

En tout premier lieu, il est nécessaire de prendre sa plus belle plume et d'écrire une lettre recommandée avec accusé de réception au responsable EDF de votre secteur, en précisant les motivations qui vous font désobéir. Vous pouvez également préciser :

— que vous êtes en désaccord avec le principe de l'abonnement qui fait payer plus cher ceux qui consomment le moins, ce qui est donc contradictoire avec la politique d'économie d'énergie (mon œil) ;

— que vous êtes en désaccord avec les taxes, ces dernières servant à financer le nucléaire ;

— que le Kwh hydraulique livré revenait en 1980 à 0,23 F et que l'hydro-électricité suffit très largement à couvrir les besoins des usagers domestiques dont vous êtes ;

— qu'il y a quelques années, la taxe de raccordement n'existait pas, alors comment justifier maintenant son existence ?

— que l'avance sur consommation est un emprunt sans intérêt et illégal.

Bref, que vous acceptez de payer les fournitures d'EDF-GDF à leur juste prix, à savoir : 0,23 F le Kwh électrique et le Kwh gaz au prix indiqué (chiffre de l'EDF 1980) refus de payer les taxes et abonnements, déduction de la taxe de raccordement et de l'avance sur consommation déjà versée.

Ensuite, il faut attendre ; quelques mois plus tard « les hommes au service des sommes » viendront vous priver de leurs services. Afin de vous éviter les frais d'une deuxième lettre recommandée, il sera utile de préciser dans la première qu'en pareil cas, l'EDF s'instituant à la fois juge et partie, vous prendrez l'initiative de vous rebrancher vous-même (ou le ferez faire par un ami compétent) et qu'au cas où l'on viendrait à vous priver de compteur, vous calculeriez vous-même tous les 4 mois une consommation forfaitaire établie d'après les factures précédentes...

Vous pouvez aussi refuser de payer les factures intermédiaires établies sur les consommations estimées.

Signez, gardez une photocopie de la lettre, l'accusé de réception, ainsi que les factures et preuves des paiements.

**Le calcul du juste prix**

On multiplie par 0,23 F le nombre de Kwh indiqué sur la facture. Pour le gaz, la consommation en m³ est convertie en kwh et multipliée par le prix du Kwh gaz.

Le calcul est tout fait. On additionne ce chiffre à celui obtenu pour l'électricité et voilà. (payer par CCP ou mandat).

## La technique du rebranchement

Actuellement, vu le faible taux d'autoréducteurs, l'EDF est prête à mettre un certain entêtement à vous couper (essayez d'éviter ces coupures, en invoquant le respect de l'article 11 du Cahier des charges d'EDF qui l'oblige à poursuivre la livraison d'électricité).

**Faire effectuer les rebranchements éventuels par un électricien.**

**Mais pourquoi diable autoréduire ses factures ?**

La politique énergétique de la France fut fondée sur quatre postulats :

1) L'électro-nucléaire est condition de l'indépendance énergétique,

2) Un supplément énergétique est indispensable,

3) Le nucléaire est totalement fiable et sans danger pour la population,

4) L'électricité d'origine nucléaire est monétairement compétitive avec les énergies différemment produites.

Prenons le contre-pied de ces quatre postulats et que constatons-nous :

1) La France importe 80 % du dangereux minerai (l'uranium), et EDF, compte-tenu des investissements énormes consentis pour la construction des centrales, est contrainte d'emprunter à l'étranger, et est à ce titre le plus gros emprunteur étranger sur le marché des USA.

Au taux du loyer que l'on sait, cela aggrave la balance du commerce extérieur, augmente globalement le coût de production des marchandises, bref, aggrave le chômage et l'inflation.

Rappelons qu'EDF a actuellement un endettement de 180 milliards dont 70 en devises étrangères, pour un budget annuel de moins de 100 milliards : l'électricité, au lieu de baisser de 5 à 7 % par an comme promis, augmente de 11,5 % par an.

2) La France est devenue légèrement exportatrice d'électricité, EDF avait surévalué les besoins en électricité, la consommation stagne.

3) Nous savons la part des incidents (Chooz, Cattenon, La Hague, Fessenheim, St-Laurent des Eaux, Chinon...) et les accidents tels qu'en Oural en 1958 où un surrégénérateur avait explosé, faisant des centaines de victimes et créant une zone toujours interdite ; et celui plus connu de Harrisbourg où les émanations d'iode radio-actif de la centrale de Three Miles Island ont provoqué l'atrophie de la glande thyroïde chez les foëtus. Bilan : 400 morts-nés sans compter les futurs cancers.

4) L'énergie nucléaire est la plus coûteuse. L'énergie hydraulique est livrée 2 fois moins cher que l'électricité d'origine nucléaire.

Voilà qui suffit amplement à légitimer l'action de désobéir, d'autres raisons également, comme l'inégalité de traitement entre les divers usagers.

Il faut savoir que nous, usagers domestiques, représentons 84 % de la clientèle EDF (en nombre) mais que nous ne consommons que 25 % de l'électricité produite, par contre nous intervenons pour plus de 35 % dans les recettes.

Alors que les industriels le sont, les usagers domestiques ne sont pas représentés dans le Conseil d'administration d'EDF. 600 gros clients consomment plus d'électricité que 22 millions d'usagers domestiques.

43 % de l'électricité livrée aux industriels l'est à perte. C'est ainsi que Paul Delourrier, ancien président d'EDF déclarait à l'A.F.P. en 1976 : « *... le Kwh en* ***haute tension*** *étant vendu à un prix inférieur à son prix de revient, chaque Kwh H.T. non vendu réduit le déficit* ».

L'inégalité est criante au niveau des abonnements, c'est ainsi qu'il existe 10 tarifs différents pour 5 puissances possibles et 2 tarifications.

## Pour en revenir au procès de novembre

**Le soutien :** une cinquantaine de personnes présentes, de nombreuses lettres et télégrammes de soutien, distribution de tracts à la sortie du tribunal.

**Le procès :** le débat sur la politique électro-nucléaire fut esquivé, ce qui confirme qu'une salle d'audience de tribunal peut être difficilement une tribune, ce qui compte c'est la cristallisation de l'actualité sur le procès, ce qui permet de faire passer un certain nombre de choses à l'extérieur.

Ce procès fut d'ailleurs bien relayé par la presse et les radios locales.

**Pourquoi :** le soutien y fut certainement pour quelque chose, mais il faut dire aussi que l'argumentation développée par les autoréducteurs depuis plusieurs années devient argumentation grand public. Le procès tombait à pic, au moment même où *Que Choisir, Science et Vie* et d'autres mettaient l'accent sur l'escroquerie économique du nucléaire. Paradoxalement, si les médias ont toujours relativement bien répercuté l'information, surtout quand on sait que les autoréducteurs se comptent sur les doigts de la main, les milieux antinucléaires ont toujours boudé cette action, que ce soit les militants ou la population en lutte sur les sites (bien que sur les sites, quand l'information passait les gens manifestaient de l'intérêt, sans reprendre toutefois la démarche à leur compte).

Comment expliquer ce paradoxe ? Mis à part les milieux antimilitaristes, les pratiques de désobéissance ne sont pas fort répandues en France. S'il est un terrain de lutte que les organisations politiques et les syndicats se refusent d'aborder actuellement, c'est bien celui de la consommation. (Travailleurs, chômeurs, retraités, pensionnés et « ayants droit » représentent pourtant 80 % des consommateurs).

Si, sur les lieux de travail, la grève est encore le moyen classique de la récupération, pourquoi ne pas situer simultanément la lutte sur le terrain de la consommation puisque l'exploitation y fonctionne également. L'autoréduction peut être à la consommation ce que la grève est à la production. Non seulement dans les hyper-marchés, mais encore en autoréduisant les prix de vente des prestations vendues par les services qui n'ont de « public » que l'appellation.

« *L'individu sert le système industriel non pas en lui apportant ses économies et en lui fournissant son capital, mais en consommant ses produits : il n'y a aucune activité, religieuse, morale ou politique à laquelle on le prépare de manière aussi complète, aussi savante et coûteuse* ».

(Galbraith)

Pour frapper juste, frappons à la caisse, la même pratique d'autoréduction peut être étendue aux transports et également au refus de l'impôt.

S'il paraît incohérent de proposer la grève de la consommation... on ne lutte pas en se privant, il est par contre envisageable d'impulser la grève du paiement, ou le paiement des produits à leur valeur réelle (loyer, gaz, électricité, transports...)

Producteur et consommateur étant un seul et même individu, il est clair que l'on ne pourra lutter efficacement contre la société marchande qu'en prenant le problème par les deux bouts.

L'autoréduction comme le boycott, on l'a vu avec le boycott de de la viande de veau, permet d'agir en faisant pression sur les circuits de production et de distribution.

Dans le domaine de la lutte antinucléaire d'autres tentatives avaient échoué par le passé, c'était le **refus 15 %** et **la grève du zèle.**

Pour l'une, l'EDF avait trouvé la parade, et la gêne que la grève du zèle avait procuré à EDF (paiement en x fois ses factures) n'en était plus une.

Pour le refus des 15 %, le résultat de l'action fut un échec dans la mesure où les gens demandaient à l'EDF de les rebrancher lors des coupures, occasionnant le paiement intégral des factures et des frais supplémentaires. La 2ème raison majeure qui fait qu'actuellement notre lutte n'aboutit pas à un mouvement large réside dans le fait que, systématiquement, les autoréducteurs se retrouvent devant dame Justice.

Pour éviter cet écueil, il n'y a qu'un moyen, développer le soutien et faire en sorte que d'autres fassent la démarche.

Seule la prise de conscience de notre pouvoir en tant que consommateurs peut faire élargir ce mouvement et ainsi éviter ce cercle vicieux : désobéissance-répression.

Rappelons-nous que pour les renvoyeurs de livrets militaires et les objecteurs insoumis, seul un faible pourcentage pouvait passer en procès du fait de leur nombre.

Alors, l'autoréduction, lutte d'arrière-garde comme le disait le procureur au procès, ou perspective de lutte pour l'avenir ?

Le choix nous appartient.

**ELECTRIC**
(Elément Libertaire Energiquement Contre la Tentative Réactionnaire d'Implantation de Centrales nucléaires)

## Dernière minute

Le tribunal vient de rendre son verdict confirmant la peine du mois d'avril, c'est-à-dire amende plus 1 MOIS DE PRISON FERME, le tribunal a suivi le réquisitoire du procureur, qui lui, voulait réprimer, pas tellement sur l'autoréduction, mais sur mon appartenance à un groupe politique qui, selon lui, est rebelle à toute autorité (comment a-t-il trouvé ?), en évoquant de plus l'affaire des fausses convocations de police encore en instruction (où est le secret ?).

## Dernière seconde

L'EDF vient de me recouper.

## MOUVEMENT D'ACTION DES TAULARDS CONTRE L'OPPRESSION ET LA NEGLIGENCE (Toulouse)

Chers amis,

Suite à votre émission (1) de dimanche qui nous a apporté un regain d'espoir de voir un jour St-Michel devenir une maison d'arrêt en tous points conforme aux lois et règlements en vigueur sur le territoire national, nous vous informons qu'il existe ici actuellement un groupe de détenus fermement décidés à revendiquer ce à quoi ils ont droit et qu'on leur refuse sans aucune justification valable.

Notre groupe est prêt à vous donner tous les renseignements utiles à votre émission afin de contribuer ainsi à dénoncer tous les abus dont nous sommes victimes tant de la part de l'administration que de celle des surveillants. En ce qui concerne nos droits, de nombreuses réformes ont été adoptées, mais ne sont pas appliquées. Il faut savoir que la maison d'arrêt a un règlement intérieur établi par le directeur, qui va la plupart du temps à l'encontre de ces réformes, et c'est ce réglement qui est appliqué.

Plus que de dénoncer, il nous apparaît plus urgent, à la veille de Noël, de définir les trois actions principales dont les détenus pourraient bénéficier grâce à une intervention rapide de votre part, si votre réel désir est de nous aider. (appel sur vos ondes, communiqué à la presse locale, infos régionales, éventuellement manif devant St-Michel).

**NOS REVENDICATIONS**

Nous insistons sur le fait que ce que nous demandons n'est ni plus ni moins que l'application du réglement des prisons. Nous demandons que ce qui est appliqué partout le soit aussi à St-Michel, soit :

a) **accueil des familles** : que les familles rendant visite aux prisonniers soient correctement reçues. Qu'il soit mis à leur disposition une pièce chauffée avec des sièges par égard aux personnes âgées ou accompagnées d'enfants en bas âge. Enfin que les délais d'attente soient réduits au minimum.

b) 20 % de la population pénale de St-Michel ne reçoit aucune aide, aucun subside de l'extérieur et ne recevront par conséquent aucun colis de Noël. Une liste pourrait être fournie par le service social, qui pourrait permettre aux personnes sensibilisées sur cet état de choses, de confectionner des colis ; ce geste d'entr'aide et de générosité permettrait de décompresser l'atmosphère surchargée en cette période psychologiquement difficile pour beaucoup d'entre nous.

c) Dans toutes les prisons de France, en plus d'une bibliothèque souvent désuète, il est permis aux prisonniers de recevoir ou d'acheter des livres récents. Nous voulons sortir de cet abrutissement intellectuel et moral dans lequel on nous confine. Nous voulons des livres pour Noël.

C'est à vous maintenant qu'il appartient de diffuser ces premières revendications. Nous vous proposons, si cela vous intéresse et si les résultats ont des chances d'être positifs, d'entretenir une correspondance suivie avec vous, afin de dénoncer les abus de toute sorte et d'exprimer nos légitimes revendications.

Amicalement, M.A.T.O.N.

(1) A Toulouse, des émissions de Radio Libre (Pirate ?) sont émises en direction des taulards.

# OBJECTEURS et REFRACTAIRES en FRANCE.

C'est l'histoire de tous ces gens qui ont su dire « non » un jour, ceux qui ont refusé. Leur refus, ils l'ont posé en actes, refus de la conscription, du service militaire, de l'armée, de la militarisation.

Il y avait un vide à combler, à propos de ce mouvement social, à la fois le plus ancien et le plus mal connu (de la part même de ses sympathisants), et dont on s'arrange pour qu'on le connaisse mal, tant le pouvoir (tout pouvoir) ne tolère pas ces gêneurs, ces empêcheurs de massacrer en rond que sont ces « dissidents » de la chose militaire.

Ces oubliés de la mémoire collective retrouvent avec ce livre leur histoire.

Le bouquin fait près de 450 pages, il circonscrit cette histoire au territoire français, d'une part pour ne pas faire un dictionnaire et d'autre part, il est utile de le préciser, au départ, Michel Auvray s'attachait à faire une brochure destinée à la mouvance antimilitariste de ce pays.

Tout laissait croire que ce mouvement était apparu dans la foulée de la guerre d'Algérie et du mouvement de mai 68, un besoin se faisant sentir de retrouver nos origines, c'était l'idée de la brochure qui devint bientôt un livre, tant la richesse de ce mouvement, son histoire, pouvaient éclairer d'une lumière nouvelle les luttes présentes.

Ce livre, d'ailleurs est une mine d'or pour l'historien qui y trouvera une foule de documents.

Alors, nos origines, et bien on peut dire que depuis qu'il y a eu obligation, il y a eu refus, les origines datent de l'antiquité.

« L'Etat, l'armée, les esclaves », c'est le titre du 1er chapitre. D'emblée, Michel Auvray fait ce lien parce que la société est divisée en classes, parce que les rois étaient entourés de guerriers qui formaient autour d'eux une caste, et c'est bien de cette caste que sont nés les Etats.

Des tous premiers chrétiens aux déserteurs de l'Ancien Régime, des insoumis de la Révolution à ceux du 1er Empire, des fusillés pour l'exemple de 14-18 aux opposants à la guerre d'Algérie, des objecteurs légalement reconnus aux « insoumis totaux », renvoyeurs de papiers militaires et aux objecteurs à l'impôt, on retrouve, malgré l'infini des motivations de toutes sortes, une constante : le refus de l'inacceptable, qu'il soit civil ou militaire (corvée du moyen-âge, service militaire, service du S.T.O., refus du service civil des objecteurs).

On s'aperçoit, grâce à ce livre, que ces mouvements étaient profondément populaires et profondément sociaux, tant il est vrai que les obligations de la chose militaire étaient des impôts sur la misère. Pendant des siècles ce sont les opprimés qui sont astreints aux obligations (mais cela a-t-il changé ?).

Ce livre bat également en brèche pas mal de mythes tournant autour du caractère universel de la conscription, du caractère égalitaire de cette obligation, de son caractère « révolutionnaire ».

Dès l'antiquité, il y a eu service militaire. Quant à nos fameux soldats de l'an II dont on nous rabat les oreilles aujourd'hui pour nous évoquer leur enthousiasme à partir se battre, dans de nombreuses provinces françaises, c'est le fusil dans le dos qu'ils trouvaient leurs ardeurs.

On y apprend que la 1ère année où la conscription fut codifiée, les 3/4 des conscrits furent insoumis ou déserteurs, qu'il y avait eu pendant longtemps un refus majoritaire de la population rurale. L'évolution de la conscription, du nationalisme lié à l'armée évolua pendant la 3ème République. Déjà à l'époque, les instituteurs furent les piliers de la pénétration de l'armée dans la société, comme quoi Hernu n'a rien inventé avec son accord armée/école.

Le livre de Michel Auvray accorde également beaucoup de place au passé récent et au présent, de l'adoption de la loi sur l'objection après les luttes pendant la guerre d'Algérie, jusqu'à mai 68, les luttes de l'après 68, et l'arrivée de la socialdémocratie au pouvoir.

Ce sont, pêle-même, les luttes du Larzac, le refus de l'impôt, les renvois de livrets, les luttes des objecteurs contre les affectations autoritaires, le décret de Brégançon, l'objection collective, les insoumis. Michel Auvray, objecteur insoumis, militant libertaire, qui a été l'un des fondateurs du journal « Objection » et des comités de lutte des objecteurs (CLO) nous décrit également l'hétérogénéité de tous ces réfractaires, qu'ils soient mystiques, non-violents ou révolutionnaires.

Pour le présent, c'est un livre utile aux luttes actuelles et futures, l'enseignement de ce livre c'est peut-être qu'aujourd'hui il est important de retrouver le caractère social de tous ces refus, de dépasser le caractère idéologique et d'opinion « du mouvement réfractaire reconnu » (objecteurs) en établissant des ponts avec les milliers de jeunes insoumis et déserteurs qui sont, en majorité, des réfractaires qui expriment un refus viscéral, un refus non verbalisé en termes politiques mais profondément social dans leur attitude.

En effet, le Service national, c'est le moment dans la vie d'un jeune où pour la 1ère fois, il doit prendre position. Est-ce qu'il accepte la société et ses valeurs, ou est-ce qu'il les refuse ?

Son refus est une prise de position profondément politique.

Face à cette obligation de classe, il existe un refus de classe, à nous de nous battre dans ce sens.

Pour terminer, ce livre **unique** sur cette histoire des réfractaires est indispensable à lire pour tous ceux et celles qui veulent poser en actes leur refus de la militarisation de la société.

« *Objecteurs, insoumis, déserteurs* »

*Histoire des réfractaires en France*, Editions Stock 2, est en vente dans toutes les librairies au prix de 95 F.

A noter que Michel Auvray se déplace pour présenter son bouquin, pour le contacter, écrivez à Stock 2.

## Insoumission : le soutien actif paye !

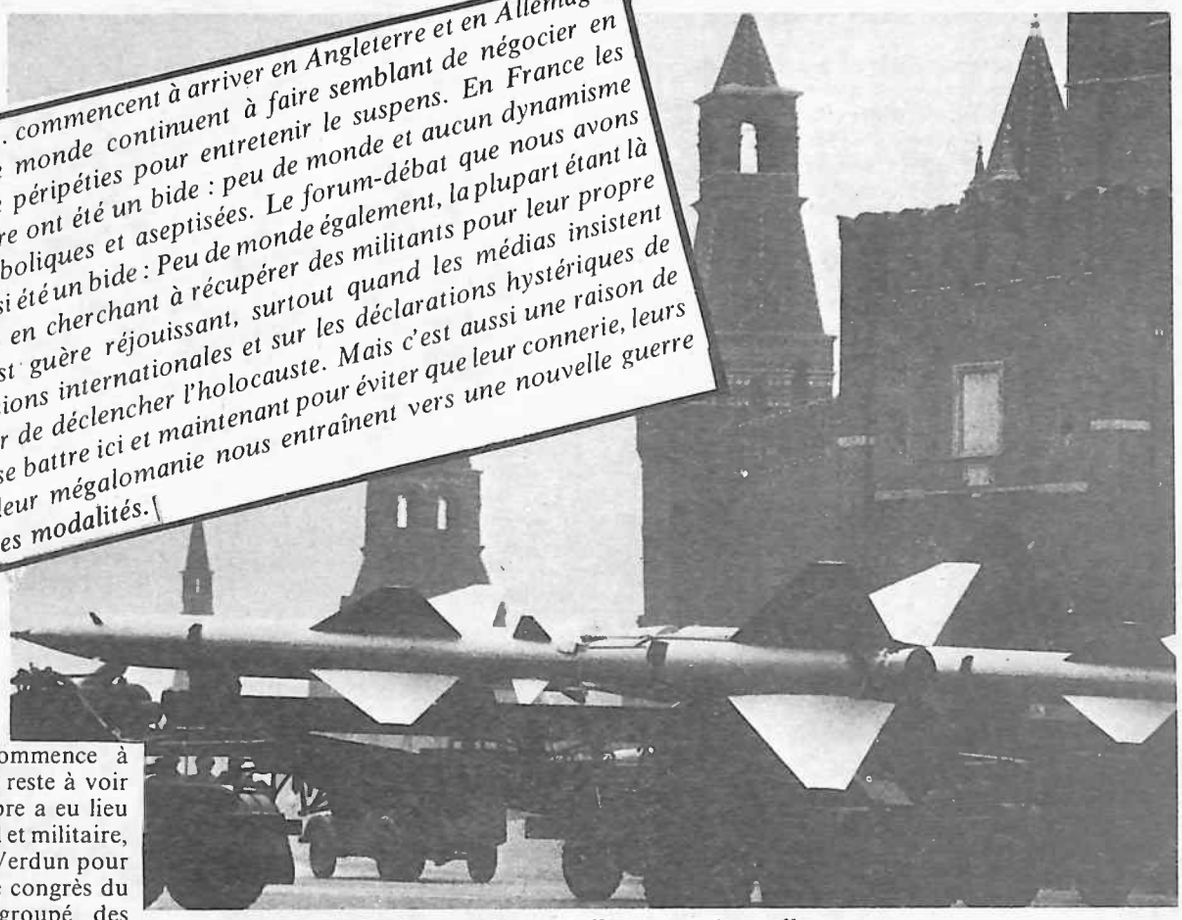
**Thierry Campanati** insoumis depuis le 1er décembre 1981 est arrêté le 10 novembre 83 alors qu'il rend visite à ses parents, il ne peut comme une fois précédente s'échapper en sautant par la fenêtre, il est emmené « manu militari » au célèbre fort de Montluc qui hébergea naguère nombre de résistants ; un comité de soutien se mit immédiatement en place et réagit en appelant à diverses manifestations dont une des plus spectaculaires fut sans conteste « le siège » de la prison St Paul de minuit à deux heures du matin par 150 anti-militaristes en pleine forme. Dans les jours qui suivirent et alors que les murs de la ville se recouvraient de bombages, des milliers de tracts expliquant la démarche de Thierry étaient distribués (refus de la militarisation de la société, l'embrigadement sous toutes ses formes et la logique de la guerre).

Parallèlement à Paris et à Lyon les comités de soutien mirent en place une action appelée : « harcellement téléphonique » qui consistait à appeler pour demander la libération de Thierry, le juge chargé de l'affaire et le sieur Hernu dans sa bonne ville de Villeurbanne (ce monsieur n'a d'ailleurs pas apprécié des bombages sur un monument aux morts et a dénoncé le « scandale d'une telle souillure ») évidemment les standards téléphoniques affichaient « complet ».

Devant une telle mobilisation créant des perturbation de toutes sortes la réaction des autorités ne se fit pas attendre, Thierry Campanati était extrait de sa cellule, le 25 novembre (alors qu'il débutait une grève de la faim) confronté a un psychiatre qui le réformait P.5 aussi sec, et rendu à ses camarades.

# Cours pacifiste, les Pershings sont déjà là !

*Les premiers missiles U.S. commencent à arriver en Angleterre et en Allemagne. A Genève les grands de ce monde continuent à faire semblant de négocier en maintenant ce qu'il faut de péripéties pour entretenir le suspens. En France les manifestations de septembre ont été un bide : peu de monde et aucun dynamisme dans ces promenades symboliques et aseptisées. Le forum-débat que nous avons organisé à Dijon a lui aussi été un bide : Peu de monde également, la plupart étant là pour prêcher l'unité tout en cherchant à récupérer des militants pour leur propre chapelle. Tout cela n'est guère réjouissant, surtout quand les médias insistent lourdement sur les tensions internationales et sur les déclarations hystériques de ceux qui ont le pouvoir de déclencher l'holocauste. Mais c'est aussi une raison de plus pour continuer à se battre ici et maintenant pour éviter que leur connerie, leurs intérêts objectifs ou leur mégalomanie nous entraînent vers une nouvelle guerre quelles qu'en soient les modalités.*



*Les fusées soviétiques elles-aussi s'installent*

le CO.DE.NE

Ce sympathique cartel commence à devenir une affaire qui roule, reste à voir comment... Le 29 et 30 octobre a eu lieu une marche antinucléaire, civil et militaire, partant de Malville et du Mt Verdun pour aller sur Bourg où se tenait le congrès du P.S.. Même si elle n'a pas regroupé des foules immenses, les médias nationales l'ont quasiment occultée, peut-être parce que pour la première fois un lien évident était fait entre les deux utilisations du nucléaire et que cette marche partait d'objectifs concrets au lieu de défiler à Paris. Il faut rappeler qu'à la même époque le CO.DE.NE. avait établi un pacte avec la C.F.D.T. concernant la manifestation de septembre. Les concessions nécessaires à l'alliance avec un grand syndicat démocratique expliquent peut-être que les comités locaux du Sud-Est qui avaient applé à cette marche se soient fait taper sur les doigts par les instances nationales du CO.DE.NE. et menacer **verbalement** d'exclusion, avant que tout finisse par s'arranger sans trop de scandale, peut-être à cause des concessions à faire pour garder une image de gauche new-look ?

Quant aux assises du nouveau Codene qui se sont tenues du 11 au 13 novembre, c'est pas triste non plus. A la limite le projet de charte défini lors de celles-ci n'est pas trop génant, si on la considère comme une plate-forme minimum de toute façon théorique. Les statuts, bien que n'étant eux aussi que des projets, sont eux nettement plus repoussants : en premier lieu ils sont d'une lourdeur disproportionnée par rapport à la réalité du mouvement en France avec toute la panoplie du centralisme démocratique (bureau éxécutif, conseil national, etc...) et puis surtout c'est le type même de structures que peut se donner un cartel avec sa logique d'orgas. Le système de représentativité est tel que les comités locaux, qui seuls sont en liaison avec la réalité, vont avoir de sérieuses difficultés à faire passer leurs points de vue face aux groupes politiques et aux regroupements professionnels. De plus les membres élus au C.N. par l'assemblée générale des **mandatés** qui ne représentent que la moitié des effectifs de celui-ci (l'autre partie étant composée de membres « de droit »...), le sont pour deux ans, donc non révocables à tout instant, donc disposant d'un pouvoir sans contrôle et non pas d'un mandat pour effectuer un boulot précis. D'où une simple supposition que dans un comité local composé disons à 50 % d'inorganisés naïfs, un militant d'orga ayant un minimum de pratique et une bonne tête se fasse déléguer, que ça se passe ainsi dans plusieurs comités... Quand on sait d'où viennent la majorité des militants investis dans ce genre de choses, et le poids que vont avoir à priori les membres de droit, c'est pas bien dur d'imaginer quels types de décisions nationales vont être prises. Ouais camarades du P.S.U. et de la mouvance associée, on est aigri et méfiant, sans doute parce qu'on commence à connaître vos pratiques autogestionnaires ! S'il peut néanmoins subsister quelque chose d'intéressant dans ces structures, ça dépendra donc presque uniquement des capacités des groupes de bases à proposer des actions concrètes susceptibles de rallier d'autres groupes après discussions, en se servant des liaisons existantes, quitte à avoir la désapprobation momentanée ou définitive du « conseil national ». De ce point de vue les projets qui commencent à circuler concernant la base de sous-marins de l'Ile Longue et d'une manif à Malville au moment de la mise en charge du surgénérateur peuvent être nettement plus intéressants.

## Une troisième voie ??

Si l'on en croit certaines informations pouvant circuler dans les milieux libertaires ou « autonomes » ou encore chez certaines composantes de l'extrême-gauche évoluée, de plus en plus de camarades se posent des questions sur les interventions possibles en France et sur le rôle du pacifisme chez nous ou en Europe. On peut déjà constater plusieurs points :

- Si le but réel du mouvement en Europe est d'empêcher l'implantation des pershings celui-ci est pour l'instant un échec. Cet échec n'est pas lié à la faiblesse numérique du mouvement, puisqu'aussi bien les gens qui se mobilisent, que l'impact

dans l'opinion publique, représentent un des plus fort courant d'idées qui ait secoué les métropoles ces dernières années. Il se situe peut-être plus au niveau des illusions, entretenues ou non, sur les capacités des démocraties à accorder ce que demande une masse représentative de gens, ne serait-ce que pour conserver leur légitimité politique. Ces illusions ne mènent malheureusement pas bien loin, surtout dans la période actuelle, où un courant d'opinion ne peut pas obtenir ce qu'il désire, d'une part parce qu'il oublie que le système politique auquel il s'adresse n'est là que pour protéger des intérêts précis qui sur ce point ne sont pas négociables, d'autre part parce qu'une «idée» en période de crise tient difficilement le choc face à des politiciens qui ramènent les foules à des considérations plus terre à terre. Voir par exemple l'attitude des anglais pendant la guerre des Malouines ou l'élection en Allemagne d'un homme à poigne qui est pour l'implantation alors que parallèlement 60% de l'électorat est contre.

● A la limite, sous sa forme actuelle, ce mouvement peut continuer d'exister sans pour autant avoir la moindre chance d'obtenir quoi que ce soit de concret. Il y a même des chances que quelque part il ait une certaine utilité pour le système, tant qu'il ne subvertit pas celui-ci et qu'il canalise des énergies contestatrices vers des objectifs et avec des moyens suffisamment flous pour ne pas mettre à jour des contradictions insurmontables. On peut également observer par exemple le nouvel arsenal «psychologique» qu'il a fourni à la police ouest-allemande (adaptation de la répression, en particulier par rapport aux médias, en différenciant les attitudes de façon à laisser s'exprimer les non-violents pour pouvoir mieux criminaliser les autres) pour se poser des questions sur sa finalité.

● A partir de là, en gardant à l'esprit que même si on a pas les moyens de savoir si oui ou non les deux blocs sont réellement prêts à prendre le risque d'un affrontement direct, ça n'empêche pas que ce risque existe, on peut donc peut-être essayer de poser les problèmes différemment. Il ne s'agit pas tant de lutter contre une guerre hypothétique mais plutôt de mettre en question des pouvoirs qui rendent ce risque possible sans tenir compte de nos aspirations à vivre.

● Pour être efficace, c'est-à-dire pour mettre à jour des contradictions pouvant gripper la machine, il faut choisir notre terrain et non le subir (par exemple arrêter de faire des chaines humaines dans la capitale parce que ça fait bien à la télé et dans l'opinion) et surtout trouver des objectifs concrets plutôt que des symboles illusoires. Tant que nos actions n'auront pas un certain coût social, direct ou indirect, pour le capital elles ne serviront qu'à nous donner bonne conscience, pas à nous émanciper de sa logique meurtrière.

### Avanti !!

Ces quelques réflexions ne sont pas que des digressions intellectuelles. Elles correspondent à des interrogations qui, localement, font que se met en place un collectif «anti-guerre». Collectif dans lequel ce genre de débats est ouvert et continue de chercher comment intervenir, en particulier par rapport au Codene. Parce qu'on s'aperçoit que quelles que puissent être nos analyses et nos désirs d'agir là où nous sommes, il y a en même temps un besoin d'élargissement et de contacts qui pour l'instant ne peut passer que par des structures existantes. A moins que des journaux comme *Courant Alternatif* ou d'autres n'arrivent à mettre en place un réseau efficace d'adresses, de lieux de débats ouverts, etc... qui permette au mouvement réel de s'exprimer et d'agir sans avoir à passer par les récupérateurs de tous poils dont les pratiques ont toujours contribué aux échecs de ces dernières années. (Bien entendu ce texte n'engage que son signataire et non le collectif cité ci-dessus).

**E.S.**

## DE L'AIN.

*Salut,*

*...La plupart d'entre vous, investis dans une lutte quelconque, ne retranscrit pas toujours au niveau du discours, des propositions, le sens libertaire que l'on aimerait y trouver, je parle au niveau des luttes ouvrières. Quand je dis* gauchiste *c'est que vous ne sortez pas de la critique traditionnelle du syndicalisme établi comme le font l'extrême gauche ou les " partis révolutionnaires " ; alors, en tant qu'anars vous devriez vous démarquer pour proposer des choses concrètes en ayant un discours résolument anarchiste, car vous n'êtes pas sans savoir que l'extrême gauche, même en déconfiture n'est pas en retard pour piquer des idées, y'a qu'a voir le journal* Libération. *Voilà, c'est ce qui me chagrinait, car vos articles ne sont pas toujours formalisés et formulés dans ce sens au journal, je crois qu'il serait intéressant d'élaborer un projet global de société libertaire qui jusqu'a présent m'a paru absent dans CA. En ce qui concerne la presse, un quotidien libertaire serait-il possible, qu'en pensez-vous, ça urge, autrement nous récolterons éternellement des fruits amers.*

*Amitiés libertaires*

B.G.(Belley)

### REPONSE

Salut,

— Effectivement, on ne trouve pas dans CA « un discours résolument anarchiste » ou « un projet global de société », et ainsi de suite.

— Et c'est de notre part, un choix délibéré lié aux conceptions qui sont les nôtres du sens de la pratique libertaire dans le monde actuel.

Le projet qui réunit (dans l'OCL et autour de CA) n'est absolument pas **d'injecter** l'idéologie anarchiste dans les luttes où nous intervenons. Nous cherchons à intervenir dans celles-ci, de telle sorte que la pratique d'auto-organisation de ceux qui les mènent débouche dans le mouvement même de la lutte sur la démocratie directe, la non-reconnaissance de l'Etat, etc. C'est-à-dire que les principes qui guident notre intervention sont libertaires. Mais en aucun cas nous ne voulons apporter aux gens un « discours idéologique » conforme à telle ou telle variante de l'orthodoxie anarchiste. L'expérience concrète de la plupart d'entre nous a montré qu'intervenir dans un mouvement social avec un discours idéologique, c'est-à-dire en brandissant le drapeau et la phraséologie anarchiste revient à se comporter comme un parti politique ou un groupuscule. A chaque fois que cela s'est produit, les gens ont été amenés à adopter un système dont l'histoire, la cohérence, la logique leur demeurent extérieurs et dont les militants anarchistes viennent à être les garants. Un tel fonctionnement idéologique engendre presque nécessairement de nouveaux rapports d'allégeance entre ceux qui savent et maintiennent l'idéologie et les autres qui l'acceptent. Et l'idéologie anarchiste dans ce cas, toute anarchiste qu'elle soit, en vient à reproduire les effets que justement nous combattons.

— L'histoire du mouvement libertaire en France, devrait sur ce point, nous avoir depuis longtemps, servi de leçon.

— Nous considérons que c'est dans l'action pratique que les principes libertaires doivent être mis en jeu, et non dans des idées ou des discours aussi mirobolants soient-ils.

De même, le fonctionnement de l'organisation et celui du journal, est-il conforme à cette application pratique des principes libertaires, et ce faisant élimine de fait les luttes, les réalités, les conflits portant sur la plus ou moins grande allégeance des uns ou des autres à l'idéal.

— Pour ce qui est de la récupération par les uns ou par les autres, on peut distinguer plusieurs cas.

1) Les mouvements purement idéologiques qui ne vivent justement que de discours et d'opinions. Ceux-là ne nous gênent pas, car on ne les rencontre pas dans les processus de lutte.

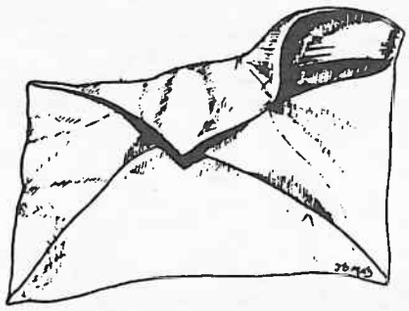
2) Ceux qui interviennent de manière partidaire dans les luttes pour faire valoir leur secte, rafler un militant, etc. Si la lutte est réellement fondée sur la démocratie directe, ils seront éliminés d'eux-mêmes.

3) Ceux qui récupèrent idéologiquement un mouvement qui meurt. Vivants en parasite sur le cadavre des luttes mortes, ils ne récupèrent que le vide, et se condamnent eux-mêmes au vide.

— Pour ce qui est des luttes ouvrières, il est clair qu'il n'y a pas de modèle à proposer. Chacun est confronté à une réalité qui, actuellement, compte tenu de l'éparpillement des gens, est toujours particulière. Aussi toutes les expériences que nous connaissons (groupes autonomes, groupes de syndiqués dans les syndicats réformistes, CNT, SAT, etc.) cherchent à se frayer un chemin vers des possibilités plus larges. Nous n'avons, pas plus que personne, de conseils à donner. C'est le développement de toutes ces expériences, dans la lutte, qui, les faisant confluer, pourra créer un processus plus large.

— La société nouvelle ne sera pas construite dans la tête de tel ou tel groupe ou individu. Elle naîtra des luttes et des mouvements sociaux réels. C'est là que nous avons choisi d'être.

Reims



# MITTERRAND en POITOU :
## Flicage monstre, nucléaire et armée

Environ deux semaines avant la venue de Mitterrand, les 3 et 4 novembre en Poitou-Charentes, les premières mesures de flicage étaient prises (auparavant, le brain-trust de l'Elysée et les huiles locales avaient parcouru le trajet présidentiel). A Poitiers, les maisons bordant les rues arpentées étaient visitées une à une, parfois perquisitionnées, les noms, professions, dates de naissance des habitants relevés par des flics en civil de toutes les polices, le tout sans aucun mandat ; des mesures en tout genre sont prises : interdictions de se mettre aux fenêtres ou d'y laisser ses pots de fleurs (certains seront même confisqués !), pressions multiples exercées sur les gens (telle personne ayant fait de la taule était fortement priée de ne pas être chez elle au moment de la visite royale), dans telle association les nom, profession, date de naissance de ses membres sont demandés (un refus net et précis y est opposé), les cafés doivent enlever leurs tables et chaises des terrasses et pressions sur le syndicat des cafetiers pour fermer (« si un client en sortait pour manifester contre, la licence vous sera retirée »), intimidations en tout genre, etc. Des civils dessinaient même les façades des maisons ! La ville, quelques jours auparavant était infestée de voitures « banalisées », 2 hélicoptères survolaient la ville.

Le jour de la visite de Cerizay (Deux-Sèvres), des militants anti-nucléaires CFDT firent un lâcher de ballons, contre Civaux. A Chatellerault, la CGT avait appelé à manifester contre, toutes les sections d'usines y étaient avec leurs banderoles.

A Poitiers, la gauche avait appelé à manifester pour : un bide, moins d'un millier de personnes pour applaudir (aucun soutien populaire), en plus des flics et autres huiles. Les rues désertes (pire qu'un dimanche) étaient occupées de CRS et gardes mobiles (environ 4000), les lycées réquisitionnés pour les loger ; ville occupée, **la parano d'une certaine classe moyenne aux abois.** Pour Pompidou, il y en avait eu beaucoup moins ! Les flics avaient la trouille de l'extrême-droite (une cinquantaine !) qui avait appelé à manifester contre ! Le PC-CGT faisait lui-même son service d'ordre.

Seule note de fraîcheur dans cet univers concentrationnaire, une étudiante balança une tomate sur Mitterrand, suite à un pari, ce sont la Cresson, le Deferre et une huile poitevine qui en prirent les restes, mais les poursuites judiciaires furent stoppées sur ordre du roi !

Le soir, réception dans un centre socio-culturel où Mitterrand annonça Civaux devant les huiles de la gauche (PSU compris, avide de pouvoir), de la droite et peu de public :

« *Le projet a été retardé, mais ce n'est qu'un retard, car la centrale continue d'être programmée. Pour une fois qu'une région réclame à cor et à cri une centrale alors que tant d'autres disent qu'elles n'en veulent pas, elle sera construite. La déclaration d'utilité publique interviendra dès le début de 1984 et j'ai demandé au gouvernement de s'assurer qu'EDF sera en mesure de commencer les travaux le plus vite possible. J'entends que les travaux préliminaires d'accompagnement soient engagés d'abord sur la périphérie puis sur le site lui-même* ».

Voilà fixés les plus crédules qui croyaient encore qu'avec la « gauche » il n'y aurait pas de centrale nucléaire dans la Vienne ; on laisse d'ailleurs entendre que la première chaudière sera programmée pour 86-87.

Quant aux réactions elles sont à la hauteur des politicards qui les prennent : le PC se félicite de Civaux, le PSU est surpris de cette décision (les naïfs !).

A la Rochelle, dernière étape, Mitterrand a inauguré les travaux d'extension du Port de la Pallice, port qui va servir, dit-on à la Rochelle, de futur port militaire pour les armées étrangères notamment. Les travailleurs paysans seront déçus à la suite du voyage présidentiel.

Nucléaire et armée, voilà la définition de la « gauche ».

### Civaux : le ridicule et l'enterrement

Après la confirmation de Civaux, la CFDT avait appelé à une manifestation contre la centrale... à Poitiers..., un mercredi après-midi à 15 heures, alors que certaines sections d'entreprises n'en étaient même pas au courant ! Une soixantaine de personnes ont déposé une motion à la préfecture ! ... « *manifestation d'enterrement* » disaient les quelques habitants de la région de Civaux, présents !

### Poitiers : la « gauche » réunie mutile la ville !

Lors de la destruction d'une maison ancienne (voir CA n° 30), une nécropole datant d'avant l'époque des sarcophages a disparu sous les coups de bulldozers, de même que les restes de l'incendie qui ravagea Poitiers aux premiers siècles. Le maire de droite Vertadier avait fait la même chose lors de la construction du marché Notre-Dame.

Les travaux de destruction du vieux quartier Croix-Blanche-Charles 7 pour la future pénétrante (voir CA n° 27) vont commencer courant janvier 84 ; ils coûteront près de 3 milliards de centimes. Le PSU, autrefois opposé au projet, ne dit rien, c'était le prix à payer pour participer au conseil municipal !

Mais des oppositions se manifestent ça et là, gagneront-elles ?

# POITIERS : L.E.P. Le ras-le-bol nouveau est arrivé

**Fin octobre le monde des LEP de Poitiers est en ébullition pour des raisons diverses ; il est étonnant de voir des manifestations spontanées si tôt dans l'année scolaire ; voici le résultat d'une interview.**

Lundi 24 octobre après l'attentat de Beyrouth où des appelés (volontaires pour le service long furent tués, près de 400 lycéens du lycée technique de la Bugellerie débrayèrent, descendirent l'après midi en ville (distante de 3 kms) pour manifester avec une banderole « France-Liban, ensemble construisons la paix ». Déjà en 1981 suite au coup d'Etat en Pologne ce même lycée avait manifesté en ville contre la situation en Pologne).

Pendant ce temps, et sans relation avec ce lycée, dans les LEP, des affiches étaient posées par les élèves appelant à débrayer toujours en rapports aux morts de Beyrouth. Manifestations prévues, mais non préparées, spontanées et sans meneurs, et qui ont concerné les LEP de Touffenet, réaumur, le Dolmen puis de nouveau le lycée de la Bugellerie. Donc le mardi 25 les LEP se retrouvent et montent prévenir le lycée classique Aliénor d'Aquitaine ; le proviseur paniquant (nous sommes à quelques jours de la venue de Mitterrand en Poitou), enferme ses élèves et profs dans leur classe et appelle les flics et six manifestants seront battus par les huiles. La fusion avec le lycée classique n'est pas possible malgré l'approbation des encasernés, aussi les manifestants (7 à 800) remontent à la Bugellerie puis défilent dans la ville. Un autre lycée classique est visité sans succès (« les lycées sont différents des LEP. Pour les lycéens, on est des imbéciles »). La manifestation continuera par le blocage de la pénétrante et par un sitting place de la Préfecture sans pouvoir y pénétrer, et l'arrêt de toute circulation.

**Les causes de cette seconde manifestation :** pour certains, une minorité, c'est contre la guerre au Liban, contre l'intervention française, pour d'autres, c'est la peur de la guerre (« des innocents se faisaient tuer »). Mais aucun ne faisait le lien avec les manifestations pacifistes du dimanche.

Le compte rendu tendencieux de la télé régionale mécontentera les élèves. Ceux des LEP auront un avertissement général pour avoir manifesté. Certains LEP sont en majorité composés de filles (500 pour 20 garçons).

Côté « études », la plupart croient trouver un débouché par le piston de leurs parents. Elles ont de 14 à 18 ans, et leurs CAP, CEP, BEP les amèneront à être employées de bureau, à la couture, mécanique, tôlerie ou sanitaire et social.

D'autres mouvements de ras le bol général dans les LEP sont à attendre durant cette année scolaire.

Dans un lycée classique de Poitiers chaque lycéen doit avoir sa propre carte d'identité scolaire avec sa photo, à donner à toutes vérifications internes au lycée, exercées par les gardes-chiourmes de l'établissement.

# Laïc... Le Hic...

*Pour la première fois depuis 1981, la gauche s'est retrouvée dans la rue. un mouvement qui, plus qu'une avancée ou un réveil populaire, est un enterrement de première classe pour les mouvements de contestation de l'école qui ont existé pendant 10 ans. Un mouvement qui ressemble fort aussi à un soubresaut de classes moyennes inadaptées aux changements en cours...*

D'un coup, d'un seul, la République des instits s'est retrouvée dans la rue. Parce qu'un Arabe s'était fait descendre dans une cité ? Parce que le programme nucléaire se poursuit malgré quelques promesses ? Parce que la gauche mène des guerres coloniales ? Parce qu'elle jette à la rue des milliers de travailleurs ? Ou bien pour rester plus corporatiste, parce que l'armée peut maintenant intervenir officiellement à l'école ?

Non, vous n'y êtes pas.

En fait, c'est parce que dans le cadre des campagnes orchestrées par la droite et qui s'articulent autour de réflexes défensifs de secteurs entiers de la petite et moyenne bourgeoisie (étudiants, médecins, petits patrons, commerçants...), plusieurs centaines de milliers de défenseurs de l'Ecole « libre » sont descendus dans la rue pour défendre l'enseignement privé, essentiellement confessionnel, et tenter d'obtenir de l'Etat des contrats pas trop désavantageux.

Que des militaires se transforment en pédagogues à l'école, n'en choque finalement pas beaucoup (sauf probablement si cela aboutissait à des suppressions d'emploi dans le corps enseignant !). Mais des curés, alors non !

Il y a bien eu ici ou là des prises de positions expliquant que le privé c'était aussi des facultés accordées aux patrons locaux, par subventions et trafic d'influence interposés. Ceci est parfaitement exact et mérite le détour d'une lutte. Mais à condition de ne pas blanchir par la même occasion l'école laïque d'Etat de toute allégence au patronat et à tous ceux qui organisent et gèrent l'exploitation du travail.

Ainsi la guerre scolaire, que l'on aurait pu croire être d'un autre âge s'est rallumée en remettant du même coup sur le tapis de faux débats qui avaient été un temps écartés par d'autres, autrement plus fondamentaux, sur la fonction même de l'école. Il est vrai que cela avait pu se produire parce qu'une troisième dimension (les scolarisés) avait pris la parole dans le champs clos d'une institution vieillissante habituée à ne voir s'affronter que l'administration et le corps enseignant.. Le résultat fut pour un temps, avec la remise en cause de l'école, une contestation rampante qui explosait de temps en temps, des fractures au sein du corps enseignant, et des tentatives, maladroites souvent, réformistes à coup sûr, de « tenter d'autres choses », de « s'aventurer sur un terrain plus créatif », mais qui avaient au moins pour mérite de poser des problèmes au sein d'une dynamique parfois vivante.

Petit à petit tout cela s'est éteint (et il faudrait un autre article pour en expliquer les raisons) laissant la voie libre aux guerres pichrocolines de fonctionnaires imbus de leur fonction et de leurs pouvoirs (misérable en définitive, mais bien réels sur les gosses).

A entendre nos laïcs, l'école « libre », c'est le loup dans la bergerie et la pénétration en force de l'idéologie dans l'enseignement ! A les entendre, cette bergerie serait un havre de neutralité, de respect de la personne humaine et de préservation du mal qui nous environne ! L'ennui, c'est que comme dans toute bergerie il n'y a que des moutons. Il n'y a que le berger qui puisse se permettre de choisir entre l'Huma ou La Croix !

Pour eux, la laïcité est un acquis. acquis de la République pour les uns, du mouvement ouvrier pour les autres, mais en tout cas de la Raison avec un grand R, pour tous. Même parmi les anars, on trouve cette position défendue, et ce avec un esprit critique minimum, qui amène à jeter aux orties d'autres « acquis » qu'il serait autrement plus important de préserver : ceux qui amènent à une critique de l'école en tant que telle.

Ainsi, dans le Monde Libertaire du 17 novembre 1983 on peut lire sous la plume de Thyde Rossel :

« *Les organisations composant la CNAL refusent de créer un rapport de force réel en n'appelant pas à un rassemblement central parisien. Se cantonner, après la parution des propositions Savary. à organiser des rassemblements régionaux revient à ne pas utiliser la totalité du potentiel des forces laïques. Il nous revient donc de faire pression sur le CNAL et la FEN pour que ces rassemblements fassent entendre des voix désireuses de lutter sur un terrain radical...*»

Curieuse similitude avec la stratégie habituelle des trotskystes, et enparticulier de l'OCI ! Curieuse revendication que celle d'organiser de grands rassemblements centraux à Paris, pour des ennemis de l'Etat et de la centralisation. Que nous propose ensuite Thyde Rossel ? De construire «*une école au service des travailleurs... avec une liberté minimum de formation et de liberté pédagogique* » : « *l'école publique peut développer une conscience de*

*classe* » et la laïcité authentique c'est « *la nationalisation immédiate sans indemnité* ».

Comment une école nationalisée peut-elle être au service des travailleurs, à moins de défendre l'idée d'un possible Etat-Ouvrier ? Comment une école nationalisée peut-elle garantir la liberté pédagogique ? Il suffit de demander à nombre d'écoles parallèles, aux écoles en langues autre que le français dans l'hexagone, au Coral et autres lieux de vie, ce qu'ils en pensent.

Bien entendu les anars qui se sont investis dans ce combat de tendance, dans le CNAL par exemple, expliquent qu'il ne s'agit pas de défendre l'école telle qu'elle est, mais de la détruire. Bon. Mais s'il ne s'agit pas d'un simple slogan que l'on accole au bout d'un discours réformiste, il importe de voir stratégiquement comment sur ce terrain cette revendication peut s'articuler sur des contradictions concrètes. Or la revendication « laïque », telle qu'elle a réémergée dans le contexte social actuel, a comme effet de gommer ces contradictions, par la recréation d'un consensus de ce corps enseignant qu'il s'agit justement de faire éclater en de multiple contradictions, ne serait-ce que pour laisser plus d'espace aux scolarisés.

Le mouvement tel qu'il est apparu est à bien des égards similaire aux autres mouvements des classes moyennes auxquels on a assisté depuis 2 ans. Défense des privilèges, non préparation psychologique et matérielle aux changements que nécessite un développememt économique que pourtant ils appellent de leurs vœux, mais que nous, par contre, exécrons.

Dans certaines région, l'Ouest en particulier (voir encart) il y a certes bien des raisons d'attaquer l'enseignement privé parce que c'est lui qui représente le modernisme patronal et parfois idéologique. Mais pas forcément au nom de la laïcité et surtout pas en réclamant un « Grand service public unifié » !

## Laïque. Etatique. Tactique.

Pour comprendre et interprêter l'apparence d'antagonisme qui préside aux conflits actuels autour de la laïcité, il convient de se replonger succintement dans ce que Zeldin dans son « histoire des passions françaises » appelle l'âge de l'éducation. C'est la période qui couvre la deuxième moitié du 19$^{eme}$ siècle et la première moitié du 20$^{eme}$. Car c'est un fait, l'éducation comme système concernant l'ensemble de la population est chose toute nouvelle à l'échelle de notre belle histoire !

Ce qui domine, dans cette période, c'est la naissance, puis la domination de l'idée selon laquelle l'école et l'enseignement sont le creuset où se forge la résolution potentielle des maux qui secouent la société : l'inégalité, l'ignorance, la misère, le vice ! Dès lors, et avec la montée des « idéaux démocratiques », un Etat digne de ce nom doit fournir à tous les citoyens ce qui est considéré comme un service indispensable : l'éducation. L'école est alors, sous la pression des républicains puis des socialistes, associée au **Progrès** et les « études » vont alors occuper progressivement, deux, cinq, dix, et plus de vingt années d'une vie humaine. (1).

On considère généralement, et c'est là un des arguments en sa faveur , que l'éducation de masse a permis trois choses :

— Faire fonctionner la démocratie en augmentant les relations entre le gouvernement et le peuple en permettant aux masses de surveiller mieux ceux qu'elles nommaient.

— Augmenter la capacité d'expression par l'écriture et la possibilité de lecture.

— Introduire des principes égalitaires (enseignement pour tous).

Or, sur le premier point, il n'était nullement dans l'intention « des masses » de nommer qui que ce soit. La communication accrue entre le pouvoir et et les masses a rendu ces dernières sujettes au lavage de cerveau, en les persuadant qu'elles devaient sacrifier leur intérêt et leur désir immédiat à des causes nationales supposés être plus importantes, la gloire et la guerre, sur lesquelles les enseignants avaient tâche de les éclairer.

Sur le second point : augmentation de la capacité de s'exprimer, certes ; mais aussi du pouvoir de la presse, qui disait ce qu'il fallait penser tout en parlant au nom du peuple.

Quant à l'égalité par et dans l'enseignement, point besoin de développement pour savoir que c'est complètement faux.

Ce sont des valeurs venant du haut, et pas du tout celles du peuple que l'école tentait de transmettre.

En fait l'école n'a été qu'une série de tentatives souvent réussies, mais pas entièrement ni toujours, pour faire passer les codes, les messages dont les nouvelles formes de pouvoir avaient besoin, tout en faisant croire qu'ils avaient valeur universelle. Et finalement c'est là tout l'objet de la pédagogie, y compris peut-être libertaire, mais ce serait là encore le sujet d'une autre discussion que nous n'aurons pas dans cet article.

**D'où vient l'esprit laïque ?**

C'est le très réactionnaire Guizot qui en 1833 décrète que chaque village doit avoir son école. Il s'agit pour lui d'apprendre au peuple la soumission à la morale et à l'Etat **mieux** que l'église n'est capable de la faire. Citons-le :

« *L'ignorance rend le peuple turbulent et féroce...* »

« *Nous avons voulu créer dans chaque commune une force morale dont le gouvernement puisse se servir au besoin* »

A partir de ce moment, l'éducation de masse va devenir le leitmotiv de tous les dirigeants et de tous les intellectuels. Zola résume la pensée de tous : « *La France sera ce qu'en feront les instituteurs* »

L'idée pédagogique centrale de ce milieu de siècle, c'est qu'il faut lutter contre ce qui est « senti », synonyme de paresse et d'ennui, pour valoriser ce qui est « pensé » qui représente le travail et le progrès.

C'est un certain Vauchez qui introduit la laïcité dans la Ligue de l'Enseignement fondée par Macé vers 1866. Il est à noter que cette Ligue de l'enseignement, quand elle prend son tournant pro-laique, demande en même temps **que l'entraînement militaire** soit ajouté à l'enseignement. Le protocole Hernu-Savary est finalement une vieille revendication de nos laïcs-républicains-socialistes. Quant à la « proximité » de l'école et de l'armée, citons pour mémoire que la défaite de 1870 fut attribuée à un manque d'esprit patriotique, et qu'ensuite, le rôle des instituteurs et des manuels scolaires sera d'insuffler l'esprit revanchard ; comment s'étonner qu'en 1914 même des syndicalistes révolutionnaires, des anarchistes, partirent la fleur au fusil ! Les instits avaient bien travaillé. Rappelons-nous également le rôle du sport dans toute l'histoire de l'école, qui s'assimile plus à un entraînement para-militaire qu'a un jeu !

Avec Ferdinand Buisson, les apôtres laïques trouvent leur grande figure. Dirigeant du Parti Radical, Président de la Ligue des Droits de l'Homme, de la Ligue de l'Enseignement, Prix Nobel de la Paix, **la laïcité est pour lui la vraie religion.** Il utilise le terme de « foi laique » et en bon protestant qu'il était, ce qu'il défend, c'est la **morale.**

Avec Jules Ferry, l'éducation morale et civique fait partie intégrante du programme : en 1882 il devient obligatoire de faire précéder le travail de la journée par une petite leçon de morale **remplaçant la prière**, Quelle morale ? Eh bien, dit-il « la bonne vieille morale que nous ont transmise nos pères et nos mères... »

Il s'agit, toujours selon lui, de compléter ce qu'avaient amorcé les prêtres, et ce que ne parvenait pas à faire la famille.

Ceci nous amène à constater que ce qui amena l'église catholique à s'opposer à cette éducation laïque ne résidait pas sur la pédagogie ou le rôle de l'école, mais sur les fondements de cette morale (même pas sur la morale elle-même). Il s'agit davantage d'une querelle de pouvoir : qui de l'Eglise ou de l'Etat est le garant et l'inspirateur de cette morale (par ailleurs fort identique) ?

En matière de respect de l'enfant, par exemple, l'enseignement catholique n'était pas forcément plus répressif que l'enseignement laïc. Les « débats pédagogiques » extrêmement contradictoires sur cette question, comme sur celle de la formation professionnelle, traversaient aussi bien l'un que l'autre. Davantage liée à l'ancien régime qui n'avait pas réussi à construire la Nation française dans les têtes, l'eglise se trouve en partie périphérique des mutations politiques que nécessite l'essor du capitalisme au 19$^{eme}$ siècle. Il lui faut donc se battre pour maintenir de solides bastions à l'abri des anciennes féodalités. C'est ainsi par exemple, qu'elle saura utiliser à son profit les résistances populaires à la francisation. Protestants et Francs-maçons, eux, sont au cœur des mutations, à la pointe des développement économique et des mutations idéologiques conséquentes, et donc de la construction d'un nouveau système éducatif adapté. Courants, discussions, tentatives contradictoires traversent l'histoire de la pédagogie (quelle liaison avec l'économie, quel développement pour l'enfant...), certains plus totalitaires que d'autres, mais qui pourtant se rejoignent sur un point : faire de l'école un

NOTE

Situation particulièrement absurde ! L'école est sensée « préparer à la vie active ». Or elle va bientôt occuper plus de temps dans une vie humaine que cette vie active elle-même ! Surtout avec la retraite anticipée, le chômage, et les prolongations abstraites de la scolarité chez les non-universitaires, par le biais des stages en tous genres. Preuve s'il en était besoin que l'école remplit d'abord deux fonctions : L'encadrement et la garderie et l'infantilisation prolongée du peuple.

système de quadrillage au service des mutations capitalistes et de la construction de la France.

Zeldin raconte qu'un inspecteur d'académie en visite en Lozère en 1864 demande aux enfants d'une école « *Dans quel pays se trouve la Lozère ?* ». Pas un ne peut répondre. « *Etes-vous anglais ou russe ?* ». personne ne peut répondre. Cela se passait il y a à peine plus de 100 ans !

Il est pourtant habituel de considérer que la France fut l'un des premiers Etat-Nation d'Europe. Pourtant, si l'Etat-nation existe déjà bien avant, sous la royauté, la nation, elle n'a aucune conscience d'elle-même **pour la bonne raison qu'elle n'existe pas.** Et pourtant au fur et à mesure que la bourgeoisie marchande se développe, le besoin pour elle d'une nation intériorisée par ses membres se fait sentir. Déjà Turgot se plaignait que les villageois «*étaient plutôt mal informés de leurs devoirs familiaux, et pas du tout de ceux qu'ils ont envers l'Etat... il n'existe pas d'esprit public car il n'existe aucun intérêt commun* ». En fait les systèmes d'allégence, les soumissions, les pouvoirs reconnus ne sont pas ceux de l'Etat qui perçoit l'impôt par la force.

Ce que la monarchie sera incapable de réaliser, à savoir une adéquation entre les structures politiques et les structures mentales et collectives dans l'hexagone, deviendra possible après la Révolution de 1789, et ce par deux canaux : **La guerre et l'école.**

**La guerre** insufflant petit à petit un sentiment patriotique des plus abstraits et négatif, c'est à dire non pas de la défense de sa communauté reconnue, mais comme haine d'un ennemi imaginaire : le peuple allemand par exemple.

**L'école** sera la créatrice de la nationalité abstraite par l'imposition de la langue dans un pays particulièrement peu unifié du point de vue racial, linguistique, ou des coutumes. cette nécessité pour la bourgeoisie et ses appareils politiques et idéologiques, de construire la nation, sera une gigantesque œuvre de destruction qui tentera avec succès de se draper dans le « progrès social », la « liberté », la « démocratii », ces nouvelles religions.

L'uniformisation du pays va casser souvent violemment les originalités régionales. L'éducation, cela ne sera en définitive que la conquête de la campagne par la ville, et la destruction des cultures considérées comme « primitives ».

Bien sûr, ce formidable rouleau compresseur a en grande partie rempli sa fonction. Mais avec d'énormes difficultés, et surtout pas entièrement... heureusement ! Il ne s'agit pas de défendre à tout prix un passé mythiquement idéal, un peuple « pur » pollué par l'Etat et l'école. Non. Mais il nous faut constater deux choses :

Globalement le modèle de société construit et enseigné pendant un siècle, n'est qu'une immonde saloperie que nous ne pouvons qu'attaquer. Ensuite, la pénétration de ces modèles — qui, soit dit en passant n'ont rien de populaire, mais se rattachent davantage à un modèle aristocratique, méritocratique — s'est faite non pas par le bas, mais contre le peuple, ce qui à tout le moins devrait nous les rendre suspects.

Ce qui a paré l'école d'une sorte d'invulnérabilité, c'est en fait un formidable matraquage idéologique qui a consisté et qui consiste encore à la rendre synonyme de progrès, de champs clos à l'abri des conflits de la société, d'îlot de pureté.

Il est curieux de constater que dans la période décrite plus haut, la quasi totalité de ce qui a été écrit sur l'enseignement et la pédagogie, l'a été par des gens appartenant à cette institution, ce qui est un cas unique dans la description des divers champs de l'activité humaine. Il n'y a pas de descripteurs extérieurs. Un champs clos un peu à l'image du monde enseignant condamné depuis un siècle à ne fonctionner qu'avec lui-même, car finalement relativement méprisé ou rejeté, tant par le « peuple » que par la hiérarchie étatique.

L'école n'intéresse pas profondément le peuple. L'histoire des rapports entre les deux est faite de ruses, de soumissions feintes, de valeurs acceptées mais non vécues. L'école a réussi à rendre « honteux » certains comportements, langages, croyances, mais ceux-ci ont continué d'exister, à l'abri des regard officiel, presque clandestinement.

Pour revenir à ces manifestations laïques et en terminer pour aujourd'hui, la façon dont ont été en général reçu ceux qui intervenaient sur le Protocole Hernu-Savary, prouve s'il en était besoin, que sous couvert « d'intérêt des enfants », ce ne fut majoritairement qu'un combat corporatiste pour la défense de privilèges. Mais surtout cela marque bien qu'entre l'enseignant « revanchard, patriote, anti-allemand et moraliste » du début du siècle, et ceux de maintenant, il n'y a pas grande différences. Il y a bien entendu de nombreuses exceptions. Mais ces minorités, ces exceptions doivent servir a approfondir des cassures, plus qu'a créer des consensus qui ne peuvent qu'être réactionnaires.

J.P.D.

# Histoires d'Ouvriers

**Une revue, une association qui, dans le Bassin de Longwy, travaille à l'expression de tout ce qui a constitué et constitue encore la communauté ouvrière.**
**Des participants racontent...**

**LES REALISATIONS DE L'APEP**

**Revue trimestrielle :**

**HISTOIRE D'OUVRIERS**

**Diaporamas :**

**LA CHIERS LONGWY 30'**
**LA SLV VILLERUPT 30'**
**LES JEUNES DE L'IMMIGRATION 20'**

**Vidéo :**

**CEUX DU FOND 30 '**

**Expositions :**

**100 ANS DE TRAVAIL DU FER (Longwy)**
**LES JEUNES DE L'IMMIGRATION (Beaubourg)**

**Assiette réalisée par la SCOP Faïencerie des Récollets pour l'expo « 100 ans du fer »**

***Et ça continue...***

***Pour tous renseignements : APEP, 22 rue Blaise Pascal 54 190 VILLERUPT***

# Ni CGT, ni CFDT, ni Dieu

C'est par cette phrase que nous avons été accueillis à la tôlerie d'Usinor-Longwy. L'APEP (Association pour l'étude et la préservation du patrimoine, titre quelque peu pompeux mais qui en jette pour certains...) se retrouvait une fois de plus sur le terrain pour cette fois-ci tourner un film sur cette partie de l'usine qui devait fermer une semaine plus tard !

On est une bande de jeunes (de 20 à 70 ans)... la plupart salariés dans les usines du coin ou tout du moins ce qu'il en reste. Une majorité sont d'anciens militants CGT ou CFDT qui ont vécu ardemment les événements de 79 à Longwy. C'est là que tout a commencé (en mars 74 à la tôlerie)... Les gens qui n'avaient vécu que par et avec les usines, ont voulu prendre la parole, d'où plusieurs initiatives intéressantes. Au niveau CFDT, l'édition d'un périodique où les articles sont écrits par des gens de Longwy, pas toujours délégués et dans un style nouveau. L'installation de Radio SOS-emplois, radio de la CFDT et aussi le piratage du relais télé qui permettait la diffusion d'infos par diapositives. Au niveau CGT, Radio Lorraine Cœur d'Acier qui dans sa version initiale va devenir une radio au service de la population. Ces deux radios vont être imprenables par les flics pendant la lutte des sidérurgistes aidés par la population. Les gens avaient enfin la parole...

Tous ces gens vont tomber de haut ! Les syndicats voyant que la situation les dépasse vont reprendre les choses en main. Lorraine Cœur d'Acier va être muselé par la CGT et réservé exclusivement à l'information syndicale. « L'insurgé du crassier » journal de la CFDT va se faire démonter par les chefs syndicaux régionaux.

**Coucou nous revoilà**. C'est comme cela qu'un noyau de gens s'est formé autour de 2 copains qui avaient lancé cette association (L'APEP). Nos objectifs... raconter, faire raconter, montrer et écouter ce qui se passe dans les boîtes, quelles étaient les conditions de travail il y a quelques années, montrer le véritable visage des œuvres dites sociales des usines, les logements. Montrer ce que créent les gens après être sortis des tôles, poèmes, dessins...

Dire aux bons français comment étaient recrutés les travailleurs marocains pour venir travailler chez nous ! (vous aurez de bons salaires, des logements, à manger, et des femmes...) ; leur dire qu'elle est la réalité... les foyers Sonacotra, les conditions de travail, les brimades, le racisme.

Nous avons donc édité une petite revue qui ne sort pas régulièrement mais qui verra son n° 3 tiré à près de 2000 exemplaires. Nous ne nous sommes pas arrêtés sur la sidérurgie, d'autres dossiers sont apparus, comme l'école, le cheminement de faïencières de Longwy qui ont donné naissance à la première coopérative ouvrière du bassin, des poèmes, des dessins d'artistes locaux, les différentes vagues d'immigration dans le bassin.

Notre revue est notre premier support. Nous avons privilégié le contenu à la qualité de l'impression. Le numéro se vend 8 francs et n'avons fait actuellement aucun bénéfice. Cela va sans dire que nous nous sommes interdit toute publicité ! Le but visé est d'être lu par la population ouvrière et que nous n'avons bientôt plus d'articles à faire nous-mêmes...

Dans ce bassin qui a perdu près de 1000 emplois en moins de 10 ans, certains métiers qui ont fait la force de notre industrie sont en voie totale de disparition. C'est le cas pour les sidérurgistes et les mineurs. Mais combien étaient déjà descendus dans une mine ? Nous qui habitons au-dessus, il nous fallait enfin raconter ce qui se passait au fond. Très vite, vous vous rendez-compte que ceux

*Mine de Tressange*

qui travaillent dans ces boîtes ne sont pas bavards, témoin cette femme de sidérurgiste qui racontait sur LCA « mon mari ne me parlait jamais de son travail... mais je voyais tout de suite si ça allait, je n'avais qu'à ouvrir sa musette, quelquefois le casse-croûte était intact. C'est qu'il y avait eu un accident ou des problèmes ».

Nous avons choisi la vidéo et nous avons voulu montrer la dernière mine en activité dans le bassin, la mine de Tressange en passe d'être fermée. Une semaine de tournage au fond pour une cassette vidéo de 20 mn .

Pour beaucoup d'entre nous, c'était notre première expérience vidéo. Descendre un groupe électrogène, des projecteurs, tout le matos au fond, il fallait en vouloir.

Le collectage intensif de documents, de photos et les reportages que nous avons fait dans les taules, nous ont permis de faire notre première expo à Longwy. Expo sur « 100 ans de l'aciérie Thomas ». Tout en retombant dans le sillon de la politique culturelle de la mairie, près de 4000 personnes sont quand même venues nous encourager pendant trois semaines. L'essentiel de l'expo était des documents photographiques commentés par les gens qui travaillaient sur les différentes installations ou qui expliquaient certains procédés techniques anciens, en quelque sorte, « Le poids des mots, le choc des boulots ». Nous avons organisé un débat sur la mine et sur l'avenir de la sidérurgie autour de notre film. un retraité d'USINOR commentait une maquette qu'il avait entièrement réalisée pendant 20 ans de carrière comme pontonnier au train à fil de la CHIERS, aujourd'hui disparu. Maquette tout en cuivre et reproduisant le chantier dans ses moindres détails.

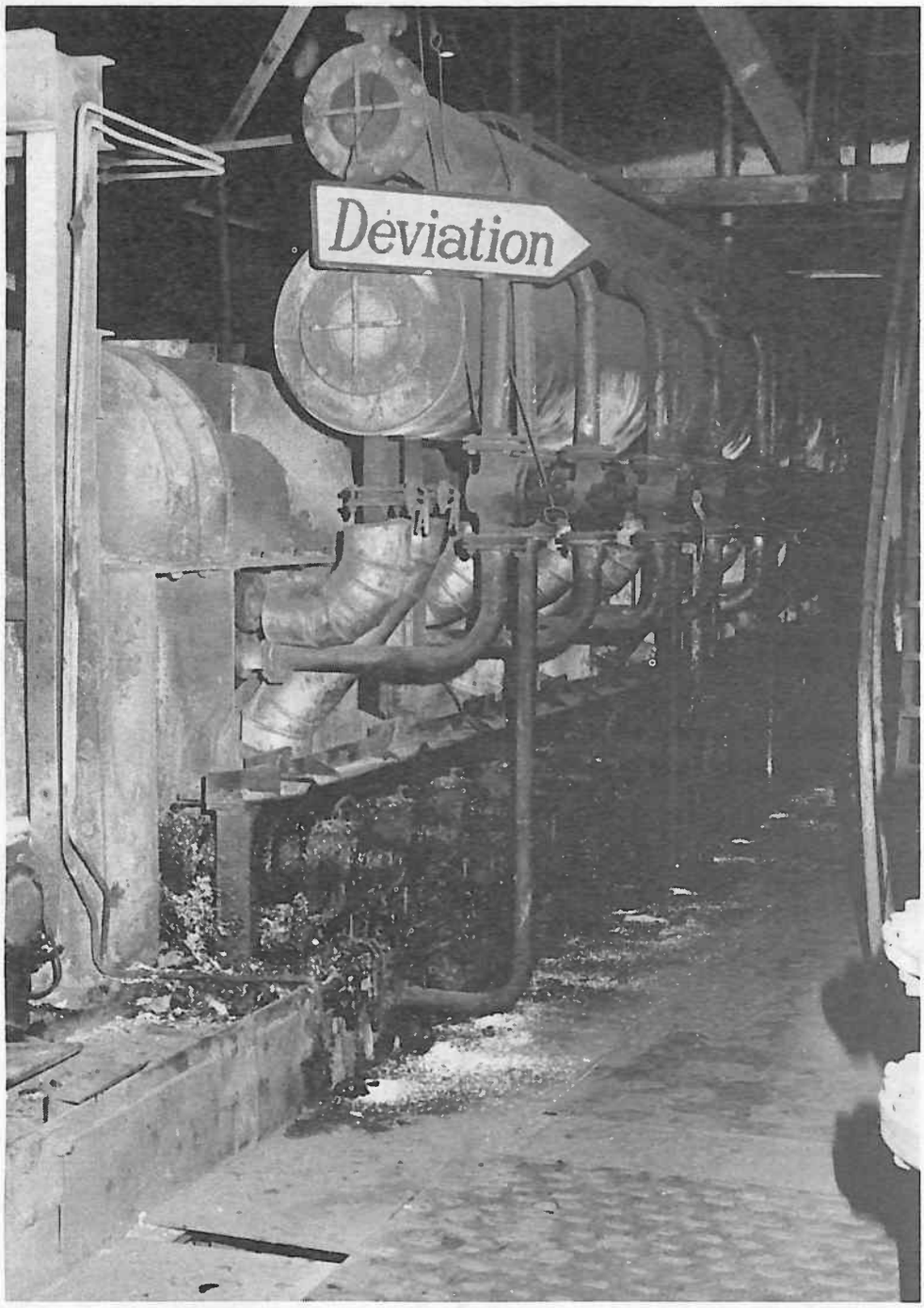
Ajoutez-y du petit matériel et une autre maquette « robot » d'un pont roulant promenant son électro-aimant. Ensemble de choses qui permettaient de privilégier le « côté cœur » au coté technique.

Ce que nous n'avons pas réussi à régler c'est quand-même que bien souvent nous retombons dans des axes culturels où nous sommes accueillis à bras ouverts. Notre spécificité tient quand même dans le contenu des choses que nous exploitons. L'exemple le plus frappant va sans doute être à Beaubourg où nous exposons pendant trois mois à partir du 18 janvier, sur le thème *les enfants de l'immigration.* La moitié de l'expo est exploitée par le centre de culture industrielle de Beaubourg avec des photos de pros où la qualité photo leur permet de grands agrandissements. Notre moitié de galerie sera exclusivement à base de documents que nous avons collectés auprès des familles (portraits, photos de groupes, interviews, documents divers). Il est certain que nous jouons quelque peu facile en étant beaucoup plus près des réalités et en exploitant des documents plus réalistes, plus vrais.

C'est quelquefois ces documents qui sont explosifs, témoin notre deuxxième « Tube » vidéo de la tôlerie d'Usinor.

Ça sera aussi demain exister dans les luttes par nos moyens d'information, par nous, pour nous, du Bassin de Longwy-Villerupt. **Patrice (Longwy)**

*Four à* « **Recuit** ». *Tôlerie. Usinor Longwy.*



*Société des laminoirs de Villerupt* *Changement d'un coussinet*

*SLV. Société des Laminoirs de Villerupt*

# TOLERIE

Robert entre dans la cabine de laminage. L'incrédulité, et puis des bouffées d'émotion des retrouvailles, « Qu'est-ce que tu fais là ?.. Et ta retraite !! » Tu sais qu'on ferme la tôlerie la semaine prochaine...

Partout dans les halles immenses, des réactions similaires. Robert a toujours travaillé aux tôleries (l'ancienne et la nouvelle) de Mont-St-Martin, avant d'être mis à la retraite (au rancart ?) à 50 ans, comme 6 ou 7000 autres depuis 79.

Il a aujourd'hui 53 ans.

En face de lui, ceux qui vont bientôt le rejoindre, 48 ans et demi, 49 ans... mutés sur un chantier où ils vivoteront quelques mois : au Feuillard à Rehon, à l'aciérie, au train-fil...

Il y a aussi ceux qui espèrent... que la convention sociale marchera toujours pour eux, les 45 - 48 ans.

Toujours les mêmes réflexions amères sur les mutations pour des chantiers qui fermeront dans les 3 ou 4 ans à venir, en même temps que la retraite.

Aussi lancinantes sur l'avenir des jeunes... OK pour la retraite à 50 ans, ça fait 30 ou 35 ans que je bosse en feux continus, mais pourquoi ne pas me remplacer par un jeune ? L'installation est bonne, moderne et unique en France pour les tôles de ce modèle. Un gouvernement de gauche ne devrait jamais autoriser ça !!! Et puis il y a les autres, ceux qui vont trinquer si tout se déroule comme Lévy l'a prévu, les moins de 45 ans, même pas la majorité des ouvriers de la tôlerie. Les futurs exilés. USINOR leur frète même un bus pour aller visiter Dunkerque, ses dunes, ses HLM, sa tôlerie... un bus pour six candidats à l'exil (sur la centaine de rescapés de la tôlerie).

Dunkerque ou Montataire, là où USINOR paie le chaufage jusqu'à 16°, après tu passes à la caisse...

Dunkerque ou Montataire, là où les loyers sont juste 2 ou 3 fois plus chers qu'à Longwy... où ils sont obligés de revendre (quand ils y arrivent...) la maison qu'ils ont achetée ou bâtie.

Du bétail tout ça, j'vous dis M'sieur Lévy !

D'ailleurs y'en a qui s'habituent, tenez, çui-là, il travaillait à la mine de Trieux en 63 ; 2 ans après la mine est fermée, 10 ans à USINOR Thionville ; fermée ; direction la tôlerie : 8 ans ; fermée ; direction Rehon... dans un chantier qui doit fermer l'année prochaine... Bof, c'est pas grave il n'habite qu'à 30 kms de Longwy, on est déjà bien bon de lui avoir laissé un petit strapontin à USINOR.

Comme ces Marocains, que Monsieur le chef de service gestion du personnel a été chercher dans les années 70 (avec l'autorisation exceptionnelle du gouvernement) au Maroc ; ils sont toujours là dans leurs foyers gérés par une association sans but lucratif composée des chefs de service USINOR et des directeurs de boîtes sous-traitantes. Ah bon ! les loyers pour une chambre sans lavabo passent de 228 F à 554 F au 1er janvier 1984, mais c'est normal, y'a un déficit... c'est ça la gestion !!

Tiens, des jeunes !!! des moins de 30 ans... au marquage des tôles. C'est dans la note de service : pour faire ce boulot, il faut être jeune, souple, en pleine santé physique, capable de se lever, de s'abaisser, de marquer à la peinture et aux poinçons, se lever, s'abaisser, marquer à la peinture et aux poinçons, se lever...

Des jeunes, mais déjà des ex... de la Chiers, de Thionville. Des jeunes qui ont connu des entorses ou une jambe cassée en faisant le marquage. Le marquage, c'est un îlot au sein des anciens de la tôlerie, peu de contacts avec les autres.

Robert retrouve les gars de tous les secteurs où il a bossé... il a bossé partout. Discussions autour des cubilots, des tables encombrées de Ricard, café ou mirabelle...

Clic, ça y est. La diapo est prise.

Tu peux me prendre en photo quand je meule ? C'est pour la famille.

La tôlerie tourne toujours, dans 8 jours le 9 décembre, la fermeture ! et RIEN !... pas d'actions... l'amertume... le silence...

Pourtant il y avait eu 63, 70, 74.

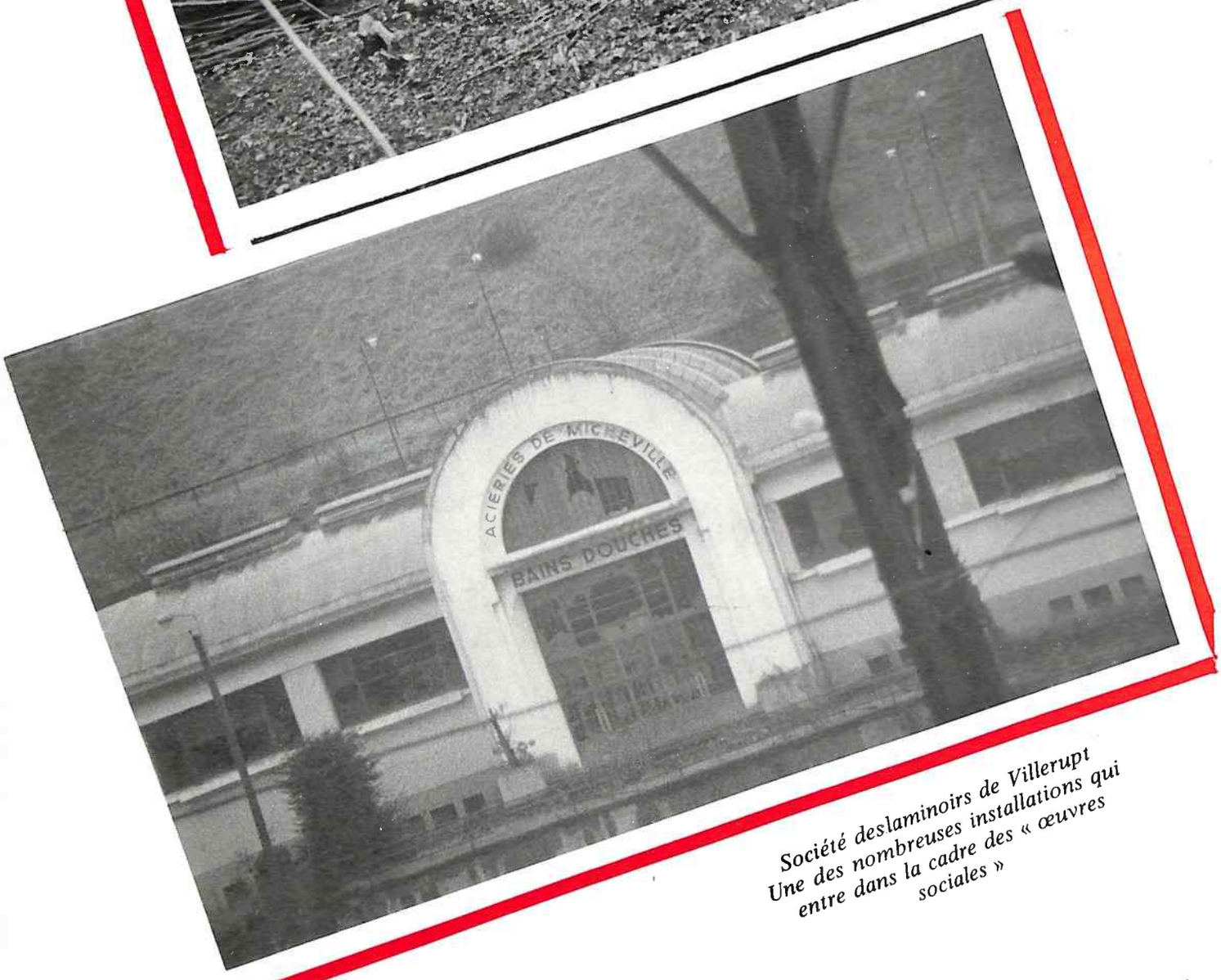
Les luttes...les traumatismes... toujours en marge des syndicats... toujours avec les délégués... les délégués toujours avec eux... même pas d'accord, mais à l'écoute... réciproque.

C'est fermé aujourd'hui, dans le « calme », peut-être, après le 74 de la tôlerie. Y a bien eu 79 et on continue de fermer à Longwy...

**Et l'APEP dans tout ça ?**
**Et la vidéo dans tout ça ?**
**Et les discussions dans tout ça ?**
**Et les actions dans tout ça ?**

***Jean-Claude***

*Le bois de Haucourt. Moulaine. 1941-42. Charbon de bois.*




*Société deslaminoirs de Villerupt*
*Une des nombreuses installations qui entre dans la cadre des « œuvres sociales »*

# QUI SOMMES NOUS ?

Nous sommes COMMUNISTES LIBERTAIRES ou ANARCHISTES COMMUNISTES : ces deux termes sont pour nous équivalents et ont été utilisés l'un pour l'autre tout au cours de l'histoire du mouvement ouvrier.

Notre communisme, il faut le préciser tout de suite n'a RIEN A VOIR AVEC CELUI DES PAYS DE L'EST dits « socialistes », et que nous appelons, nous, CAPITALISME D'ETAT car il conserve les caractéristiques principales du capitalisme : le salariat et une production destinée au profit et non à la satisfaction des besoins ; en Russie comme en Chine, en Pologne ou à Cuba, on a substitué à la forme classique de propriété privée, la domination d'une classe bureaucratique, d'un appareil politique et administratif qui dirige la production et l'échange pour son propre compte : ce ne sont en fait que des dictatures basées sur le modèle du Bolchevisme qui a lui-même succédé à une autre dictature, le tsarisme, depuis 1917.

Nous luttons nous, pour une société dans laquelle les moyens de production et d'échange seront gérés non pas par leurs propriétaires « légaux » actuels, ou par des bureaucrates de l'Etat, pour le profit des uns, le pouvoir et le privilège des autres, mais par DES CONSEILS DE BASE : Conseils d'usine composés de ceux qui y travaillent, conseils de quartiers, de villages, de villes, de régions, composés de ceux qui y vivent, et qui ont la possibilité de se fédérer librement pour déterminer la quantité et la qualité de la production et son usage. Partis et Syndicats ne peuvent être les gérants de cette nouvelle forme d'organisation de la production et de sa répartition mais seulement des forces de proposition. Le conseil, lui, est l'organe d'expression et de décision de tous ceux qui travaillent et produisent, actuellement exclus de toute décision concernant leur travail et leur vie. Dans ces nouvelles structures, toutes les formes permanentes de délégation de pouvoir, de parti-guide, de Parlement, de structures étatiques seront écartées pour laisser place à l'auto-organisation des travailleurs.

Les modalités d'application de ces principes ne sont pas à déterminer à l'avance : elles dépendront de la situation générale et particulière, des formes locales de cultures, des possibilités et des désirs. Ce qui ne veut pas dire pour autant que le Communisme Libertaire n'est que vague utopie. L'histoire des révoltes et des révolutions fourmille d'exemples de l'application concrète de notre projet anarchiste, adaptés aux situations particulière de l'époque et du lieu, que ce soit la Commune de Paris, les Soviets dans la Russie de 1917, la révolte ukrainienne des maknovistes, les collectivisations dans l'Espagne de 1936.

Il est encore un autre point à préciser : ce socialisme que nous voulons n'a rien à voir non plus avec celui du PS au pouvoir depuis le 10 Mai ; celui-ci, dans la plus pure tradition sociale-démocrate se situe dans le camp des patrons, pas dans celui des travailleurs. Il nie la lutte des classes... depuis qu'il est au pouvoir. Il ne rêve que d'une société ou exploiteurs et exploités s'entendraient tant bien que mal pour le plus grand bien du développement industriel, de la Nation française.... c'est à dire des capitalistes. Comme ses prédécesseurs sociaux-démocrates il n'est là que pour mieux faire payer la crise aux travailleurs.

## *ET L'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE LA DEDANS ?*

Nous ne pensons pas que la lutte pour la société que nous voulons soit essentiellement un combat d'idées.

Beaucoup d'anarchistes se contentent trop souvent de faire de la propagande pour leurs idées et de développer leurs analyses en dehors de tout contexte social, à côté des luttes qui secouent la société. Parfois ils mènent leur propre lutte... de leur côté. Cela est pour nous une conception surannée de l'action politique : l'exemple et la propagande comme arme principale.

Bien que ces deux facteurs ne soient pas à négliger, nous pensons que, dans la mesure ou notre projet politique s'est historiquement construit au fil et au cœur des mouvements sociaux, de révoltes et de tentatives d'établir des rapports sociaux égalitaires (avec des contradictions et des échecs aussi), c'est actuellement DANS ces mouvements sociaux qu'il faut combattre y compris d'ailleurs en luttant contre certains de leurs aspects qui chercheraient à retourner (ou à recréer) à un ordre ancien de domination capitaliste. C'est en effet dans les contradictions et les conflits actuels de la société que plongent les racines d'une autre société, dont l'ébauche jaillit parfois spontanément dans certaines situations.

Nous-mêmes, anarchistes, ne sommes pas foncièrement différents de ceux qui sont les acteurs de ces combats qui sont aussi les notres. Le Communisme Libertaire est un élément de réponse à ces luttes partielles qui le plus souvent ont du mal à aboutir dans la société telle qu'elle est. Cette société, nous ne la supportons plus, et nous pensons que lorsque des gens sont « en mouvement », dans des moments partiels de rupture, ils sont porteurs d'autres choses qui correspondent mieux à nos aspirations.

Notre organisation, l'OCL, n'est pas un Parti en ce sens que nous ne lui attribuons pas un rôle d'avant-garde destiné à diriger les luttes. L'OCL est un des multiples lieux de ces mouvements sociaux en lutte contre l'ordre capitaliste. L'OCL nous sert à échanger, à discuter, à agir, à informer, à mieux comprendre les choses collectivement, entre gens à peu près sur la même longueur d'onde. Et grâce aux débats contradictoires sur nos pratiques, nous pouvons agir plus clairement, plus efficacement aussi parfois. Nous ne privilégions pas l'apparition spécifique de l'OCL pas plus que celle des anarchistes en général. Nous préférons souvent agir avec d'autres gens de manière plus large, même si cela peut paraître moins radical (encore que souvent cela l'est plus), que de se retrouver en petit cercle idéologique, en secte « radicale ».

Notre journal, « Courant Alternatif », que nous faisons le plus collectivement possible (voir son fonctionnement), est un moyen de nous faire connaître, de dire ce que nous pensons, de nous ouvrir à l'extérieur, c'est en somme un reflet de nos activités...

**Texte de l'OCL Sud-Ouest**